

# droit et liberté

mensuel du mouvement  
contre le racisme et pour  
l'amitié entre les peuples  
5 F ■ juin 1979 ■ n° 381

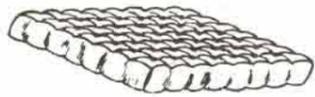


# racisme dans les têtes



# LA LOI DES SUSPECTS

RIEN NE REMPLACE  
UN VRAI MATELAS EN  
LAINE



LAINE  
CONFORT NATUREL

**MATELASSIER**

réfection de Sommiers et Matelas

PRIS LE MATIN, RENDU LE SOIR

Tél. : 277.57.74

**TAPISSERIE SAINT-PAUL**

2, rue du Roi-de-Sicile - 75004 PARIS

**B Windsor**  
17, rue Marceau  
28000 - Chartres  
Tél. 21.78.14

Prêt à Porter

— Ets GUY ARNAUD Fourrures

14, rue Gasparin  
69002 LYON

— NORY

249, rue Saint-Denis  
75002 Paris

## au sommaire

### ■ l'évènement ■

la loi des suspects ..... p. 6



### ■ point chaud ■

herr président ..... p. 8  
par jean-pierre giovenco

de l'extinction du  
cartierisme ..... p. 10  
par yves charbit

### ■ sur le vif ■

on frappa à la porte ..... p. 15  
par richard lapchick

### ■ étude ■

le racisme dans les têtes ..... p. 17  
par colette guillaumin

### ■ pleins feux ■

coco-la-fleur ..... p. 22  
par félix lambert

### ■ trente ans ■

10.000 à Pantin ..... p. 26  
par marc mangin

## droit et liberté mensuel

120 rue saint-denis, 75002 paris - téléphone 233.09.57 - c.c.p. 9239-81 pa-  
ris

directeur de la publication

albert lévy

rédacteur en chef

jean-louis sagot-duvaux

comité de rédaction

jean-pierre giovenco

jacques barou, mireille carrère, philippe jarreau, patrick kamenka, félix lambert,  
racine maiga, marc mangin, stéphane mayreste, robert pac, yves person, philippe  
porret, viviane rosen, théo saint-jean, macoumba samb, yves thoraval, jean-yves  
treiber, slimane zéghidour.

abonnements : un an 50 F, soutien 100 F, étranger 75 F, publicité au siège du jour-  
nal.

## ■ courrier ■

### trente ans !

Il y a trente ans, lorsque j'ai eu l'honneur d'ouvrir la première séance de la première Journée Nationale contre le Racisme, l'Antisémitisme et pour la Paix dans un Cirque d'Hiver où s'étaient rassemblés des milliers de victimes du nazisme, et après que fut prononcé le serment de ne jamais oublier les crimes commis par les assassins fascistes, je n'aurais pas pensé qu'il nous faudrait encore, en 1979, continuer, et avec plus d'ardeur, à combattre le racisme.

Serge KRIWKOSKI  
Fondateur et membre du Conseil  
National du mrp

### nazisme ?

Je ne résiste pas à l'élan qui me pousse à vous dire mon indignation après avoir lu la lettre de Kurt Nehrkoan (Viry-Chatillon) dans droit et liberté de mars.

Pour dénoncer « la banalisation du racisme », il emploie le langage nazi traditionnel.

Selon lui (mais il a l'air « innocent »), le néo-nazisme nous vient des Etats-Unis où, apparemment, quelques bonnes âmes juives le soutiennent financièrement dans la peur qu'on leur prenne leurs biens.

Voilà ! En une phrase, votre correspondant ramasse tous les clichés nazis de l'antisémitisme.

Il se peut qu'il le fasse sans le savoir (comme M. Jourdain faisait de la prose) mais ce n'est pas moins grave. Sur quoi s'appuie-t-il pour affirmer que des Juifs soutiennent là-bas des nazis ?

Henry BULAWKO  
Paris

N.D.L.R. Nous publions très volontiers ces observations d'Henry Bulawko.

### l'apartheid voyage en 1<sup>re</sup> classe

Je fais partie de ces « amis de chemin de fer » qui s'intéressent aux aspects historiques, modernes et techniques du rail. La locomotive à vapeur, qui a pratiquement disparu en Europe sauf sur des réseaux touristiques (comme à Pithiviers ou sur le Vivarais) est un des sujets qui nous passionnent. Ce mode de traction n'est d'ailleurs pas dépassé techniquement mais le prix exorbitant du charbon d'excellente qualité qui lui est nécessaire l'a fait abandonner au profit du diesel ou de l'électricité.

Sauf précisément dans deux pays qui ont des ressources en très bon charbon facile à extraire : la Chine Populaire et l'Afrique du Sud.

Il n'est pas rare, sur les photos de ce dernier pays, que se trouve dans le champ de l'objectif une pancarte « Blancs seulement » ou « non Blancs » (en anglais et

en néerlandais rebaptisé ici « afrikaans »). Et voici ce que j'ai lu, toujours sur l'Afrique du Sud, dans un reportage paru dans « Rivierail » n° 27, de janvier-février 1979 : « Les convois à grand parcours sont composés de voitures de 1<sup>re</sup> classe et 2<sup>e</sup> classe pour Blancs, 1<sup>re</sup>, 2<sup>e</sup>, 3<sup>e</sup> classes pour « non-Blancs » et une voiture de modèle ancien à lanterneau pour le personnel du train. Les 3<sup>e</sup> classes « non-blancs » sont placées derrière la locomotive alors que les 1<sup>re</sup> « blancs » sont en queue de la rame : ces compositions provoquent d'interminables manœuvres aux bifurcations où le train doit être scindé ! ».

Les voyageurs blancs d'Afrique du Sud ont-ils donc si peur d'être transformés en nègres par la fumée des locomotives, risque qu'ils courent tout autant en queue du convoi qu'en tête d'ailleurs, au point d'accepter de perdre plusieurs heures à des manœuvres de triage ?

Imagine-t-on chez nous l'express Paris-Bordeaux-La Rochelle stationnant une heure en gare de Poitiers pour permettre de trier en bon ordre les wagons transportant des Arabes, ceux transportant des Français vers Bordeaux ou vers La Rochelle respectivement, à grand renfort de locotracteur ?

Jean-Paul MARMIN  
59110 La Madeleine

### dans le métro

Je souhaite porter à votre connaissance une petite histoire qui s'est passée dans le métro à la station République, le 19 janvier 1979.

Mon ami J..., Bolivien, réfugié politique, détenteur de la carte orange, se fait arrêter par deux contrôleurs alors qu'il venait de franchir « la ligne de contrôle » en utilisant son billet.

Les contrôleurs l'ont, malgré ses dénégations calmes mais fermes, accusé de n'avoir pas utilisé celui-ci ; il a eu beau tenter de démontrer l'absurdité de la situation, puisqu'il avait sur lui carte orange et ticket, en règle, rien n'y fit. Il a dû donner ses papiers, subir des remarques dans le genre : « Si tu n'es pas content, tu n'as qu'à rentrer chez toi », et il a finalement reçu, en date du 2 février, la notification d'avoir à payer la somme de 95 F. pour « franchissement frauduleux de la ligne de contrôle ».

Que se passerait-il si la victime de ces tracasseries était un garçon très fatigué nerveusement ?

Je réserve pour une prochaine lettre la description de l'accueil réservé à un étranger venant faire renouveler sa carte de séjour à la Préfecture de Police de Paris.

Michèle BERTRAND  
78800 Houilles

### l'accident du travail

Il s'appelait Ahmed, il était Marocain. Il venait de son bled où il laissa les siens. A vingt ans, il était l'aîné de dix enfants.

Et c'est pour les aider  
Qu'il quitta ses parents.

Le voilà dans la ville avec son baluchon. Plein d'un espoir fragile, il débarque Gare de Lyon.

Il commença dès l'aube à porter des planches  
Tout en haut d'un immeuble, respectant les cadences.  
Il fallait aller vite car dans la construction  
Si l retard s'accumule ça coûte cher au patron.

Il travaillait toujours, il faisait presque nuit  
Il n'y voyait plus rien, son corps s'est engourdi.  
Soudain c'est le faux pas, la chute et juste un cri  
Sur le sol bétonné  
Un peu de sang tout frais.

« Toi, son copain, prends ta plume et écris  
aux parents  
Ils recevront son corps, et les frais  
d'enterrement  
Sont entièrement payés, la Sécurité Sociale  
Leur versera la rente, c'est le cadre légal ».

Il avait juste vingt ans, et venait de son douar  
Il portait dans sa tête des rêves et des espoirs  
Il venait à Paris pour aider ses parents  
Car il était l'aîné d'une dizaine d'enfants.

Il est tombé un soir, un accident de chantier  
Et demain, tout en haut, il sera remplacé  
Par un autre petit gars, et le sang essuyé  
Il faudra aller vite, observer les cadences  
Porter, et se presser, des centaines de planches  
Car on vous le répète : quand dans la construction  
Les retards s'accumulent, ça coûte cher au patron.

Christiane TCHANG-BENOIT

### la voisine, le nazisme, le souvenir

Je serais reconnaissante si vous aviez la possibilité de me donner un renseignement au sujet d'une de mes anciennes voisines, 66 rue de la Volga, Paris 20<sup>e</sup>. La pauvre malheureuse, avec ses deux enfants, a été déportée. Son mari, Polonais, tailleur, l'avait précédée. Son nom était Mme Flack ou Wlack ; elle était Allemande et avait un frère, médecin, resté en Allemagne et qu'elle n'a jamais revu.  
L'aîné de ses deux fils avait peut-être une dizaine d'années, s'appelait Adolphe, bien triste prénom ; le 2<sup>e</sup> peut-être dans les deux à trois ans.

Jamais, je ne les ai oubliés. Nous étions bien ensemble ; ils demeuraient au 3<sup>e</sup> étage. Au premier, il y avait un autre ménage, je ne me souviens que du prénom de leur fille : Sarah, 10 ans.

Incrovable, tous ces bandits nazis, les crimes qu'ils ont commis. Et aujourd'hui prêts à recommencer.

Mme Germaine MEUNIER  
Paris 20<sup>e</sup>  
Tél. : 372.58.16

# le profil

Pièces profilées façonnées pour l'Automobile,  
l'Electroménager, le Bâtiment

Cornières perforées « FORPLEX »  
pour tous assemblages

ENTREPOTS — SERVICES

105, rue Jean-Jaurès  
78130 LES MUREAUX

Tél. : 474.72.20

Télex : PROFIL 695 998

## COFINTEX S. A.

14, RUE CHAPON, 75003 PARIS

METRO : ARTS ET METIERS

### LES TRICOTS CAROLL

☎ 278-63-31 (6 LIGNES GROUPEES)



## TISSERAY & C<sup>ie</sup>

Fabricants de soieries

4, place Louis-Chazette  
69001 LYON

Tél. (78) 28-12-17

ligne groupée

Telex 310907

Représentant à Paris (3<sup>e</sup>)

Bernard CABEDOCE, 70, rue de Saintonge, tél. 272-28-44

## SPAD

3, rue de Stockolm  
75008 Paris - Tél. : 522.45.41

## ASCOT

SARL au capital de 40.000 F.  
23, rue Etienne Marcel 75001 Paris  
☎ 236.37.80

Magasin de vente : Passage du Caire 75002 Paris ☎ 508.59.32

## PRONUPTIA<sup>®</sup>

DE PARIS

### POUR RÉUSSIR LE PLUS BEAU DES MARIAGES LE VÔTRE



choisissez votre toilette  
dans la brochure PRONUPTIA Sélections  
à retirer gratuitement dans l'un de nos  
158 points de vente en France à l'enseigne exclusive

## PRONUPTIA<sup>®</sup>

DE PARIS

## félicitations

Félicitations, chers amis, pour le succès  
de vos efforts qui ont abouti à l'annulation  
de la tournée de rugby du Transvaal et tous  
nos remerciements pour ce que vous faites  
pour mettre fin à la collaboration sportive de  
la France avec l'odieux régime d'apartheid.

Le combat doit continuer pour l'annulation  
définitive de la tournée des Springboks.

Fraternelles salutations.

Dennis BRUTUS  
Président d'ICARIS  
(International Campaign Against  
Racism in Sport) USA

## comment vivent les enfants du monde

A la suite d'un problème de racisme  
résolu par la classe après une discussion  
très animée, les enfants du cours  
préparatoire (âgés de 6 à 7 ans) ont pensé  
qu'il serait intéressant de connaître la façon  
dont vivent les autres enfants du monde. La  
bibliothèque du quartier nous a fourni pas  
mal de livres mais les enfants  
souhaiteraient avoir des « images ». Ils m'ont  
demandé à qui ils pouvaient s'adresser pour  
en obtenir et je leur ai suggéré d'écrire à  
votre organisme.

Mme Zerbib, Institutrice  
76600 LE HAVRE



## ■ éditorial ■

# ça commence comme ça

Tous les hommes sont mortels ; or Socrate est un homme ; donc Socrate est mortel. Ou bien encore : le gouvernement français lutte pour le respect des droits de l'Homme ; or il veut mettre en cause les droits des immigrés ; donc les immigrés ne sont pas des hommes !

Absurde ? Le Président de la République vient de proposer l'établissement en France d'une sorte d'Habeas Corpus, l'institutionnalisation de ce droit de l'Homme qui veut que toute personne qu'un tribunal n'a pas déclarée coupable est présumée innocente. Au même moment, son gouvernement fait au Parlement des propositions de loi qui permettraient, si elles étaient adoptées, l'établissement de camps d'internement administratif pour les étrangers, des sanctions contre les immigrés victimes du chômage, de la maladie ou d'un accident du travail, sous prétexte qu'ils porteraient ainsi atteinte au « crédit public », la mise en place d'un système de coercition collectif et séparé pour les quatre millions d'étrangers qui vivent en France.

Pendant ce temps, M. Hersant tisse patiemment, impunément, au mépris des lois, son monopole de plus en plus pesant sur la presse française. Il livre de vieux journaux républicains à des gens qui n'ont qu'indulgence pour les activités amnistiées de leur propriétaire. Le « Figaro-Magazine », investi par les « penseurs » du G.R.E.C.E. (Groupement de Recherche et d'Etude pour la Civilisation Européenne), dont un grand nombre sont d'anciens activistes néo-nazis d'Europe-Action, diffuse à des centaines de milliers d'exemplaires les idées pernicieuses de la supériorité génétique et culturelle de l'homme « indo-européen », apporte un soutien militant aux régimes racistes d'Afrique australe, s'élève contre le développement de l'information sur les crimes nazis qui a suivi la diffusion de la série télévisée « Holocauste », à tel point qu'un article paru dans l'Arche a pu parler d'une publication « pré-nazie ».

La multiplication des bavures policières montre que, malgré l'attitude positive des syndicats de police et le ressentiment de nombreux policiers démocrates, on veut mettre ce corps de fonctionnaires au service d'une politique raciste ; on cherche à leur faire assumer personnellement la responsabilité des rafles au faciès pour lesquelles ils sont de plus en plus souvent requis.

Enfin, l'impunité révoltante dont bénéficient journaux et groupes ouvertement racistes et néo-nazis apparaît de plus en plus nettement comme un moyen de faire entendre tout haut une propagande raciste et fasciste que le gouvernement ne peut reprendre à son compte. N'oublions pas, en effet, que la loi de 1972 donne au ministère public le devoir de les poursuivre et de les faire interdire.

Veut-on, par le double langage et les mystifications pseudo-libérales, renforcer dans la population française l'idée qu'après tout, ces insupportables atteintes aux droits de l'Homme et aux traditions républicaines ne les concerneraient pas ? Quelle erreur si l'opinion s'y laissait aller.

On ne joue pas impunément avec les droits d'une minorité qui représente 7,5 % de la population et 20 % de la classe ouvrière.

Très vite, très très vite, ça sent le fascisme pour tout le monde.

Jean-Louis SAGOT-DUVAUROUX

## ■ l'événement ■

Adresse aux membres du Parlement de la République Française pour attirer leur attention sur les dangers que ferait courir aux libertés publiques l'adoption des projets de loi du gouvernement sur la police des étrangers.

# la loi des suspects

Il s'est trouvé, à l'Assemblée Nationale, une majorité pour voter le projet de loi raciste de MM. Barre et Bonnet concernant les étrangers. Ce fait est d'une extrême gravité, car il montre que la majorité des députés n'a pas hésité à suivre le gouvernement dans sa volonté de mettre en cause les principes de base du droit républicain. La campagne doit redoubler pour que les sénateurs refusent d'engager la France dans la voie de la légalisation du racisme et de l'abandon des libertés démocratiques.

Mesdames et Messieurs les Sénateurs

Mesdames et Messieurs les Députés

Une analyse détaillée des différents projets de loi gouvernementaux qui sont, à l'heure actuelle, proposés ou à l'étude, concernant la police des étrangers et notamment le projet de Loi n° 922 de MM. Barre et Bonnet, fait apparaître des dispositions qui, si elles étaient adoptées, constitueraient une régression très grave du Droit français et des atteintes sans précédent aux Droits de l'Homme proclamés dans le préambule de la Constitution Française et dans les Conventions internationales.

Déjà, la Commission des Lois de l'Assemblée Nationale a amendé les dispositions les plus indéfendables du projet de MM. Bonnet et Barre et le projet de M. Stoléro en serait à sa dixième version après avis défavorables du Conseil d'Etat. Mais, en fait, c'est la logique même de cette politique qui devrait être remise en cause. L'analyse que nous avons faite nous amène à relever sept directions particulièrement inquiétantes.

## 1. refus d'un véritable débat parlementaire sur les problèmes d'immigration

L'annulation par le Conseil d'Etat de la plupart des textes régissant, au mépris des lois et de la Constitution, la situation des immigrés nous avait amenés à souhaiter un vaste débat sur l'ensemble du problème, débat pour lequel le mrp avait fait aux parlementaires un certain nombre de suggestions détaillées. Comme nous le craignons, le gouvernement n'a voulu aborder cette question que dans une optique répressive. Mais, pour éviter que ses textes ne donnent toutefois lieu à un véritable débat parlementaire, il a délibérément morcelé les dispositions qu'il compte prendre en 5 projets : le projet de loi n° 922 ; un projet de M. Stoléro

concernant la politique d'immigration et dont celui-ci a exposé les grandes lignes par une lettre aux syndicats ; un projet concernant l'« aide au retour » ; deux projets concernant le problème du logement et des foyers.

Ce mépris de l'avis des parlementaires nous semble significatif de l'embaras qu'éprouve le gouvernement devant l'éventualité d'un véritable débat.

## 2. l'arbitraire aux frontières

Le projet n° 922 stipule en effet que l'accès du territoire français serait interdit à toute personne qui « ne disposerait pas de moyens d'existence suffisants » (disposition annulée dans la proposition amendée par la Commission des Lois) et à tout étranger « dont la présence constituerait une menace pour l'ordre public ».

Qui déterminera quels sont « les moyens d'existence suffisants », et comment le déterminer ? Qui déterminera qu'un étranger qui se présente à la frontière « menace l'ordre public », et comment le déterminer ? N'est-ce pas là ouvrir la porte aux pires abus et sonner le glas du tourisme libre dans notre pays qui s'honore pourtant d'être « un carrefour de civilisations » ?

## 3. des camps d'internement administratif

Cette pratique, utilisée durant l'occupation nazie, puis durant la guerre d'Algérie, a toujours suscité la réprobation de tous ceux qui voient dans un Etat de Droit une garantie indispensable pour les libertés publiques. Il s'agit ici de maintenir en détention, hors de tout contrôle judiciaire, des personnes qui n'ont commis aucun délit mais dont l'administration aura jugé, par exemple, qu'elles « ne disposent pas des ressources suffisantes ». On imagine sans mal quelle image de notre pays emporteraient ceux qui auraient dû subir une telle situation.

Il serait également possible d'enfermer dans ces camps, selon la conjoncture internationale, les réfugiés politiques considérés par l'administration comme une « menace pour l'ordre public », sans aucun contrôle possible. Ils sont en effet presque toujours en état d'irrégularité à l'égard de leur pays d'origine. Et, avec les inévitables abus qu'entraînerait une telle extension de l'arbitraire, c'en serait fini de la France « terre d'asile ».

## 4. aggravation de l'insécurité des travailleurs immigrés

L'instauration d'une carte annuelle de séjour, sans droit au renouvellement, pour tout étranger qui ne réside pas en

France depuis plus de... 25 ans, la responsabilité donnée aux préfets et à eux seuls de décider d'un éventuel renouvellement, assorti de conditions supplémentaires (justification de l'acquittement de l'impôt), l'extension des cas de refoulement et d'expulsion provoqueraient par leur seul effet une situation de précarité permanente pour les immigrés, difficilement supportable.

Mais surtout, les textes proposés établissent, fait unique dans la législation française, une sorte de « délit de résultat ». Ainsi, un étranger en possession de papiers falsifiés pourrait être, par le fait même, refoulé et conduit manu militari à la frontière, sans qu'il ait aucun moyen, s'il a par exemple été victime d'une escroquerie, de faire valoir sa bonne foi.

Pire, au nom de « l'atteinte au crédit public », M. Stoléro, dans ce qu'il dit aux syndicats de son projet, évoque comme cas de refoulement les motifs sanitaires ou la situation de l'emploi (en clair, le chômage).

Verra-t-on, dans la France de 1979, des hommes ou des femmes pénalisés parce qu'ils auront été victimes d'un licenciement économique ou d'un accident du travail ? Ce serait ignoble !

Enfin, en faisant du refoulement non exécuté un cas d'expulsion, on donne à l'administration, en contradiction totale avec tous les principes Droit français, la possibilité de mettre elle-même en mouvement la force publique pour assurer l'exécution d'une de ses propres décisions, sans aucun contrôle possible de l'autorité judiciaire.

## 5. les travailleurs immigrés frappés de façon discriminatoire par la politique de « réduction des coûts sociaux »

Les travailleurs immigrés forment 20 % de la classe ouvrière française. Or, les dispositions que propose le gouvernement permettraient d'« économiser » les indemnités de chômage (refoulement pour « raisons économiques »), ou les frais de maladie (refoulement pour « raisons sanitaires ») par le moyen d'une injustice si criante qu'on se demande comment des ministres du gouvernement de la République ont pu les concevoir. Imagine-t-on, en effet, les conséquences du refoulement d'un ouvrier malien parce qu'il aurait contracté, en France, la tuberculose (l'insalubrité des conditions de logement de nombreux étrangers rend cette maladie plus fréquente pour cette catégorie de travailleurs), alors que son pays, l'un des plus pauvres du monde, serait incapable de lui assurer les soins nécessaires, et à ceux avec qui il aurait à vivre, l'indispensable prophylaxie ?

## 6. l'ensemble des étrangers vivant en France frappés de suspicion

Le préambule du projet de MM. Barre et Bonnet est, à cet égard, d'une inquiétante clarté. On y lit en effet qu'il a pour objet de pallier le fait que « les autorités responsables ne détiennent pas les moyens juridiques et pratiques de coercition nécessaires à la défense de l'intérêt national » et que les dispositions prévues « sont inefficaces pour assurer un contrôle efficace de l'immigration étrangère et la protection de l'ordre public ».

Au nom de l'intérêt national, on voit donc justifiées des atteintes exceptionnellement graves aux principes du Droit et de la Constitution, dans une démarche qui ne va pas sans rappeler la doctrine dite « de la sécurité nationale » dans les régimes musclés d'Amérique latine. On instaure au nom de ce même « intérêt national » une législation d'exception discriminatoire à l'égard d'une importante partie de la population vivant en France dont on affirme qu'elle est nécessaire pour « protéger l'ordre public ». Les étrangers sont donc collectivement présentés comme, en eux-mêmes, une menace à cet ordre public, menace qui nécessite des mesures de coercition collectives et discriminatoires, ceci en opposition flagrante avec la lettre et l'esprit de la loi antiraciste de 1972, pourtant votée à l'unanimité du Parlement.

La seule présence des étrangers est présentée comme une menace qui doit entraîner un contrôle collectif, menace contre les biens, la santé, l'emploi et la sécurité des Français. Il n'est pas besoin

Cette affiche est disponible au mrp au prix de 5 francs l'unité.



d'épiloguer sur le racisme pernicieux qui découle d'une telle justification de ces textes.

## 7. menaces sur les organisations de solidarité

Le préambule du projet de MM. Barre et Bonnet affirme que « l'expérience a souvent montré que les intéressés (les étrangers refoulés) cherchent à se soustraire à l'application de la mesure prise à leur encontre et qu'ils y parviennent aisément avec l'aide de leurs compatriotes déjà établis en France, ou grâce au soutien d'organisations ou de comités créés pour la circonstance ».

Il est nécessaire de rappeler que les organisations ou comités de soutien qui aident les travailleurs immigrés à se retrouver dans le maquis administratif qui s'est peu à peu tissé autour d'eux n'ont pas la possibilité de se mettre au-dessus des lois et qu'ils sont, pour la plupart, légalement déclarés. Lorsqu'ils interviennent en faveur d'un étranger et que la mesure de refoulement ou d'expulsion est rapportée, c'est que leur intervention a permis de faire apparaître des irrégularités ou des injustices. Il apparaît bien, dans le texte du projet, que la suspicion jetée dans le projet sur ces organisations a pour but d'enlever aux étrangers victimes d'injustices un des derniers remparts qui leur reste contre l'arbitraire. Soulignons qu'en ce qui concerne le mrp, des personnes en difficultés se sont parfois présentées à lui sur le conseil de l'administration ou même de la police.

Loin de mettre en cause l'ordre public, ces associations ont pour but, le plus souvent, de faire respecter les plus nobles conquêtes de la civilisation en matière de Droit.

Mesdames et Messieurs les Sénateurs, Mesdames et Messieurs les Députés, le 1<sup>er</sup> juillet 1972 était proclamée la Loi contre le racisme, votée par le Parlement unanime à la suite d'une campagne persévérante de notre Mouvement qui en proposait le texte depuis 13 ans. Le Parlement enrichissait ainsi d'une manière éminemment positive la législation de la République Française, basée depuis sa naissance sur la Déclaration des Droits de l'Homme.

Aujourd'hui, nous vous demandons instamment de considérer avec attention cette Adresse. Que vous partagiez ou non les orientations générales du gouvernement, vous avez la mission de faire les lois, de préserver leur caractère républicain, d'empêcher l'extension de l'arbitraire et de contrôler le pouvoir exécutif.

La Représentation nationale ne peut pas, au-delà des sympathies politiques des uns et des autres, laisser mettre en pièces des garanties essentielles pour l'exercice des libertés publiques.

Mesdames et Messieurs les Sénateurs, Mesdames et Messieurs les Députés, empêchez-le.

Le secrétariat National du mrp

# herr präsident

Les événements qui ont présidé à la naissance de la République Fédérale d'Allemagne (absence de véritable dénazification, croisade anti-communiste, reconstitution rapide des forces à l'origine de l'ascension du nazisme) pèsent encore aujourd'hui d'un poids très lourd dans les relations difficiles et contradictoires que les Allemands de l'Ouest entretiennent avec leur passé. C'est ce qui ressort des déclarations faites par des journalistes du « Deutsche Volkszeitung » à une délégation du mrp et de la Ligue belge des droits de l'Homme au cours d'une réunion de travail qui s'est tenue à Dusseldorf, les 5 et 6 mai.

Doit-on avoir peur de la République Fédérale d'Allemagne, du modèle de société qu'ici et là quelques uns de ses thuriféraires proposent à tous en alignant, en guise d'arguments, une liste à la Prévert, où le taux de production industrielle voisine avec les statistiques sur le niveau de vie, et où bizarrement n'apparaissent pas la condamnation des interdits professionnels et la critique de la passivité des pouvoirs publics à l'égard des nazis d'hier et de ceux d'aujourd'hui ?

Poser ainsi la question paraît relever de la pure provocation. Vaincue militairement en 1945, occupée par les alliés, ravagée par la guerre (ainsi qu'en témoignent ses villes modernes tirées au cordeau et où l'on a reconstruit avec minutie et amour les « centres historiques » anéantis par les bombardiers alliés), l'Allemagne semble avoir extirpé les démons du passé.

La création de la R.F.A., en 1949, visait aussi à populariser cette idée dans une Europe encore sous le coup de la barbarie hitlérienne. Or, pour bien comprendre la réalité de la R.F.A., il convient d'aller au-delà de cette idée simpliste.

De même qu'un botaniste étudie l'évolution d'un arbre en se préoccupant du terreau où il plonge ses racines, il faut, quand on parle de la R.F.A., analyser les circonstances dans lesquelles

est intervenue sa naissance. Helmut Bausch, journaliste à l'hebdomadaire le « Deutsche Volkszeitung » publié à Dusseldorf, estime que la politique de l'Etat allemand obéit à des données et des impératifs remontant à l'époque Bismarckienne et dont s'inspire encore aujourd'hui la RFA.

« En 1945, nous a-t-il expliqué, au moment de la victoire sur le nazisme, la question était de savoir comment extirper à jamais le nazisme et le militarisme allemands. Différentes mesures ont été étudiées par les autorités occupantes : fin du Reich centralisé, transformation de l'Allemagne en un pays à vocation essentiellement agricole, socialisation des moyens de production, démembrement, suppression de l'Etat-major, respect scrupuleux par le nouvel Etat des accords internationaux. Bien entendu, aucune de ces dispositions n'a été suivie d'effet. Dès 1948, il est apparu que les forces administratives, juridiques, économiques, politiques, militaires et autres, qui avaient soutenu le plus fidèlement le nazisme, se sont reconstituées sous couvert de lutter contre le nouvel ennemi des pays occidentaux : l'U.R.S.S. et les pays socialistes. C'est à cette époque qu'Adenauer a lancé le slogan : « Non au fascisme de droite et de gauche ». Dans la pratique, il s'agissait de lutter contre la gauche puisque, officiellement, la droite avait été

vaincue avec la chute du troisième Reich. Cette campagne a pris un tour d'une logique implacable. Il fallait à tout prix convaincre le peuple allemand que l'adversaire à combattre était l'U.R.S.S. A cette fin, on a présenté la R.D.A. comme étant une zone d'occupation soviétique. On a répété que seule la R.F.A. représentait les Allemands. On a aussi maintenu le flou sur le sort des soldats morts sur le front de l'Est. Adenauer est allé jusqu'à dire que plusieurs centaines de milliers d'Allemands étaient morts dans les camps de concentration soviétiques bien après la guerre. Ces fausses allégations ont fortement impressionné les Allemands et contribué au développement de la haine à l'égard des pays socialistes. En violation formelle avec les accords de Yalta, l'Etat-major allemand a été reconstitué de fait et, aujourd'hui, la R.F.A. fournit à l'OTAN 50 % du matériel de guerre et des officiers. L'objectif des dirigeants d'alors de la R.F.A. était d'effacer les conséquences de la seconde guerre mondiale ».

Cette volonté d'occulter le passé est, selon notre interlocuteur, une des données de base de la politique menée par les gouvernants qui se sont succédés au pouvoir depuis 1949. Thèse que semble accrédi- ter un certain nombre de faits récents auxquels le pouvoir politique et la Justice ont été mêlés dont, en particulier, l'affaire du procès des tortionnaires du camps de la mort de Majdanek. Malgré le témoignage de plusieurs centaines de personnes, le tribu-

Karl Cartens, président de la r.f.a : genèse.



Photo tirée du « Deutsche Volkszeitung ».

nal de Dusseldorf a, le jour du 36<sup>e</sup> anniversaire de l'insurrection du ghetto de Varsovie, prononcé l'acquiescement des assassins. L'un d'eux, une femme, va d'ailleurs fêter son élargissement en se présentant aux élections européennes.

La querelle sur l'imprescriptibilité des crimes nazis témoigne également de cette volonté de tirer définitivement un trait sur le passé. Rainer Taudien, journaliste à la « Deutsche Volkszeitung » explique : « Les partis de droite (C.D.U. et C.S.U.) militent au Parlement en faveur de la prescription. A cet effet, ils font valoir que le temps a passé, que dans la pratique, la Justice est incapable de réunir des preuves suffisantes contre les anciens nazis et qu'en conséquence, il convient d'abandonner les poursuites et de passer l'éponge. Le S.P.D. et les libéraux ont une position plus ambiguë. Ils sont favorables à l'imprescriptibilité mais mettent sur le même plan, dans un compromis, les crimes contre l'humanité et les crimes de droit commun ».

## des orientations identiques

Pour une part, ces ambiguïtés trouvent leur origine dans le fait que les partis politiques représentés au Parlement de la R.F.A. accueillent des hommes ayant occupé des fonctions officielles sous le troisième Reich ou compromis dans la collaboration avec le parti national-socialiste ou même à la S.S.

« Depuis toujours, indique Helmut Bausch, l'appareil d'Etat est truffé d'adversaires de la démocratie. Adenauer avait dans son gouvernement un Secrétaire d'Etat, un certain Globke, à qui on doit la rédaction des Ordonnances antisémites de Nuremberg et qu'on avait surnommé dans certains milieux « le meurtrier de salon ». Il ne s'agit pas là d'un événement exceptionnel. Le nouveau Président de la République est Karl Cartens, le candidat de la C.D.U./C.S.U. Or, chacun sait ici que Cartens est un ancien nazi. On pourrait multiplier les exemples sans fin ».

Dans ce contexte, il n'est pas étonnant que les amicales d'anciens S.S. réunissent toujours plus de monde et fassent preuve du dynamisme que l'on connaît, que les associations mises en place par les Allemands « des provinces perdues de l'Est » regroupent autant d'adhérents, que le néo-nazisme recrute encore beaucoup parmi la jeunesse. On n'a pas expliqué à la jeunesse de R.F.A. ce qu'était le nazisme. A cet égard, les réactions des Allemands âgés de moins de 20 ans à la projection d'Holocauste ont été très significatives. Pour certains, ce fut une véritable découverte.

« Il faut bien comprendre, ajoute Helmut Bausch, que le régime actuel n'est pas antifasciste. Les partis d'extrême-droite et de droite, sur le fond, défendent des orientations identiques : même volonté de tirer un trait sur le passé, même hystérie anticommuniste et anti-



M. Strauss et Pinochet : la défense du monde libre ?

socialiste, mêmes références à un Etat autoritaire et fort. Certes, les partis d'extrême-droite et néo-nazis représentent au plan électoral peu de choses. Il ne faut pas en conclure pour autant que le danger fasciste ait disparu. Les partis de droite traditionnels occupent le champ naturel de l'extrême-droite. Les déclarations d'un Strauss sont, à cet égard, éloquentes. D'autre part, les forces antidémocratiques sont présentes à l'intérieur des Institutions et de l'Etat ».

## intimidation de la population

La politique des interdits professionnels que la R.F.A. a inaugurée sous le gouvernement de Willy Brandt a contribué à la création d'un système policier très perfectionné. Plus de trois millions d'Allemands ont d'ores et déjà été soumis, bien souvent à leur insu, à des contrôles de police et fichés.

Officiellement, il s'agit de lutter contre les ennemis de la Constitution. En réalité, le résultat est l'intimidation de la population, la lutte contre tout ce qui est « rouge ». Un véritable climat de peur s'est instauré. Peur de perdre son emploi, peur de s'exprimer. Les fonctionnaires de l'Etat sont les premiers visés, surtout les instituteurs dont on craint l'influence sur la jeunesse. Au cours des interrogatoires effectués par la police, les questions suivantes leur sont posées : que pensez-vous de la Constitution de la R.F.A., de la dictature du prolétariat ? La criminalisation

de l'opposition a pris une telle ampleur que la C.D.U. de Hambourg a pu organiser une campagne de pétition demandant que l'on interdise d'enseigner aux instituteurs soupçonnés de communisme. Plus de 100.000 personnes ont signé. Dans le même temps, trois enseignants accusés d'être hostiles à la Constitution et qui avaient obtenu leur réintégration après un recours auprès du Tribunal du travail, n'ont pu reprendre leur fonction. Mutés dans une ville de province, la population alertée par une presse déchainée s'y est opposée. De sorte que le Tribunal administratif a dû prononcer un nouveau jugement contredisant celui du Tribunal du travail.

« La République Fédérale d'Allemagne, explique Helmut Bausch, joue le rôle de gendarme de l'Europe. Les forces qui dirigent ce pays sont parvenues à réunir beaucoup de monde autour du « modèle allemand ». Elles prétendent même aider les pays en difficulté en leur disant : « Nous sommes forts, nous avons de l'argent, une armée puissante ; nous vous aiderons à lutter contre votre gauche ». Cette politique a obtenu un certain succès dans plusieurs pays d'Europe ».

En ne menant pas avec l'énergie nécessaire la lutte contre le nazisme et ses manifestations récentes, les autorités de la R.F.A. montrent qu'elles refusent d'analyser sereinement le passé et de tirer les conclusions qui s'imposent. Par là même, elles entretiennent le flou autour des véritables responsables de la montée du nazisme. Flou d'où pourraient sortir, sous d'autres formes, de nouvelles aventures.

J.P. GIOVENCO

# de l'extinction du cartiérisme

Au moment où se renégocient les accords de Lomé entre les pays d'Europe occidentale et les pays sous-développés d'Afrique et des Caraïbes, où se déroule à Manille la CNUCED (conférence des Nations Unies sur le développement), où a lieu la conférence franco-africaine au Rwanda, il est encourageant de constater, comme le montre un sondage publié par « Frères des hommes », que les Français dans leur ensemble ont une appréciation réaliste et positive du Tiers-Monde.

En mars 1979, l'IFOP a réalisé, pour le compte de Frères des Hommes (n° de mai 1979), un sondage d'opinion auprès d'un échantillon représentatif de la population âgée de plus de 15 ans. Les réponses aux 27 questions posées donnent une image plutôt encourageante des opinions à l'égard du Tiers-Monde et des problèmes du sous-développement : celles-ci sont à la fois réalistes et assez généreuses.

L'intérêt des Français pour le Tiers-Monde est certain. Bien qu'il ne s'agisse pas de problèmes qui touchent directement à leur vie quotidienne, la moitié des Français dit s'y intéresser (« beaucoup » : 11 %, « assez » : 39 %). 38 % souhaiteraient en savoir plus sur les causes du sous-développement, 36 % sur la civilisation des pays du Tiers-Monde. Encore faut-il être prudent, car l'intérêt n'est pas forcément la sympathie : la crise dite « du pétrole », « l'explosion démographique », les ventes d'armes ou les fluctuations dans le prix de certaines matières premières ont sans doute aussi sensibilisé les Français au Tiers-Monde... Les réponses aux questions sur les causes du sous-développement, ou les opinions relatives à certains problèmes internationaux confirment plutôt l'existence d'un intérêt positif à l'égard du Tiers-Monde.

## les causes du sous-développement

Si 62 % des Français invoquent le fait que « la population est trop nombreuse et la natalité trop élevée », et si 60 % affirment en même temps que les pays du Tiers-Monde sont sous-développés aujourd'hui parce que les pays industrialisés exploitent leurs richesses, 57 % rap-

pellent l'existence de conditions naturelles défavorables et 66 % pensent que le Tiers-Monde finira par se développer : « c'est une question de temps ».

D'autres réponses confirment le réalisme du public. L'idée qu'il existe un « rapport de domination et d'exploitation » est partagée par 64 % des personnes interrogées. L'installation d'une entreprise dans un pays sous-développé profite surtout à l'entreprise elle-même (48 %), et au pays d'où elle vient, la France par exemple (21 %) ; 18 % seulement estiment que ces « transferts de technologie » profitent aux pays sous-développés. Rappelons qu'il s'agit là d'une « solution » en vogue aujourd'hui... Enfin, la France accorde son aide aux pays sous-développés parce qu'il y a va de ses intérêts économiques

En vente dans les kiosques. Une revue à lire.



ou politiques (55 %), ou parce qu'elle perpétue aussi les liens avec ses anciennes colonies (16 %) ; 22 % seulement croient au « souci d'aider les pays les plus pauvres », version moderne de la mission civilisatrice de la race blanche, chère aux idéologues du XIX<sup>e</sup> siècle.

Il serait souhaitable que la France favorise l'industrialisation de ces pays (71 %). Réponse cohérente avec le fait de préconiser l'envoi de techniciens, d'ingénieurs, d'enseignants (87 %), d'équipes médicales et de médicaments (95 %), la construction de grands équipements — ports, barrages, routes — (77 %), l'abaissement des droits de douane pour les produits importés du Tiers-Monde (57 %), voire la remise des dettes contractées par les pays les plus pauvres (43 % favorables contre 36 %, 21 % des personnes étant sans opinion quant à cette dernière proposition).

Dans l'ensemble, le public est très mal informé sur l'aide : la proportion de personnes incapables de citer les ministères, organisations ou associations privées, ou encore d'évaluer le montant de l'aide est très élevée (entre 38 et 70 % de non réponses), ce qui n'empêche pas le public d'affirmer — chauvinisme oblige — que la France en fait plus que l'Angleterre, l'Allemagne de l'Ouest ou la Hollande. Comme le rappelle un autre article du même numéro de Frères des Hommes, l'aide des Pays-Bas et celle de la R.F.A. sont à la fois plus élevées et plus généreuses que celle de la France, car moins souvent liées à des contrats d'achat de produits manufacturés. L'aide liée peut aboutir à de véritables « escroqueries » : « Dans les années 1960, à qualité égale, la France vendait par exemple au Pakistan des locomotives ou des rails de chemin de fer 87 % plus cher que les propositions allemandes, japonaises ou tchèques ».

A un niveau personnel, on est prêt à donner de l'argent (20 %), des vêtements (20 %), à aider en France des personnes du Tiers-Monde que l'on connaît (12 %), ou même à y aller (6 %). Mais 31 % des personnes ne veulent rien faire, soit qu'elles ne se sentent pas concernées (7 %), soit qu'elles aient leurs propres problèmes (24 %).

## sous-développement et politique internationale

Ce sondage portait enfin sur quelques problèmes d'actualité. Les réponses traduisent ce même réalisme. Ainsi, la signature d'accords militaires avec certains pays s'explique d'abord par le désir de garantir l'approvisionnement de la France en matières premières (29 %), de protéger les ressortissants français (22 %), et enfin d'aider les gouvernements en place à se maintenir au pouvoir (17 %). De même, les troubles politiques des pays du Tiers-Monde sont dus essentiellement aux interventions des grandes

puissances (25 %), aux inégalités économiques à l'intérieur des pays (23 %), à l'existence de régimes dictatoriaux (12 %). On notera que ces diverses réponses traduisent toutes la même réalité : le maintien d'une tutelle politico-économique.

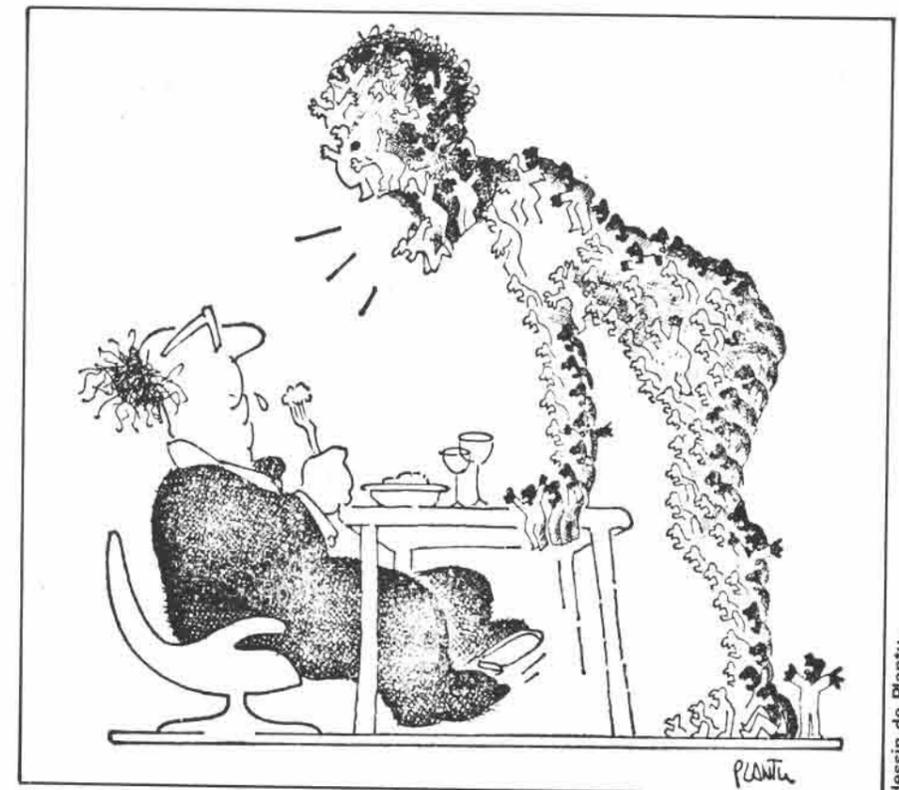
C'est sur la question du pétrole que se manifestent les attitudes les plus hostiles. 70 % des Français pensent que les gouvernements des pays industrialisés non producteurs de pétrole « doivent utiliser tous les moyens de la diplomatie et de la politique » pour faire baisser les prix ; 18 % n'excluraient pas, si le prix du pétrole continuait d'augmenter, des mesures de caractère militaire. De même, pour 62 % du public, « la politique des pays du Tiers-Monde joue un rôle très ou assez important dans l'inflation » (45 % seulement sont de cet avis en ce qui concerne le chômage).

Comme le rappelle Frères des Hommes, M. Valéry Giscard d'Estaing, le 21 décembre 1976, parla, à propos de la deuxième augmentation du pétrole, d'une « rançon » ; « on pourrait par exemple se demander, poursuit Frères des Hommes, pourquoi l'Allemagne de l'Ouest, qui dépend autant que la France des pays pétroliers et qui paie mieux ses travailleurs, a un taux d'inflation inférieur au nôtre »...

En sens inverse, 52 % des Français trouvent normale la hausse du prix du pétrole compte-tenu de celle enregistrée sur les produits que ces pays achètent ; 80 % souhaiteraient une réduction des impôts perçus par l'Etat sur la vente de l'essence et du fuel ; 70 % seraient favorables à une réduction de la consommation d'énergie. Sur une question du même ordre, celle des cours du café, 63 % du public attribuent la hausse du prix du café aux intermédiaires (26 %), à la spéculation internationale (27 %), et aux fluctuations des cours de la bourse (10 %).

## facteur influant sur les opinions

L'analyse des réponses selon le sexe, l'âge, le revenu, la profession, le niveau d'instruction, la religion, les opinions po-



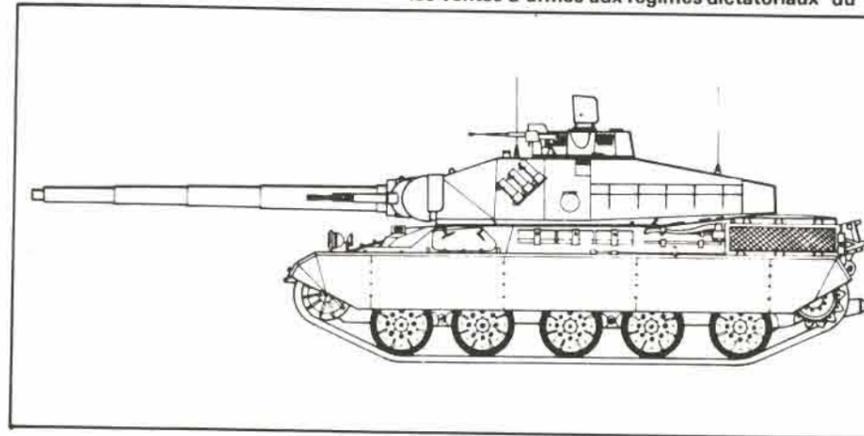
litiques, la fréquentation de la télévision, montre que l'intérêt pour le Tiers-Monde est fonction de « l'espace de vie culturelle et sociale ». Il est impossible de rentrer ici dans le détail. On notera seulement que le réalisme et niveau d'information élevés caractérisent plutôt les personnes les plus instruites ou ayant les plus hauts revenus, les militants, les lecteurs de journaux. De manière générale, les téléspectateurs reproduisent les arguments officiels : sur l'inflation et le chômage par exemple, ils croient, plus souvent que les téléspectateurs occasionnels, que la politique des pays du Tiers-Monde joue un rôle très important. Par ailleurs, les réponses des partisans du R.P.R. sont plus

« nationalistes » que les autres : accords militaires en vue de protéger les ressortissants français, utilisation de la diplomatie et de la politique pour faire pression sur les pays producteurs de pétrole, croyance d'une dépendance réciproque entre pays industrialisés et sous-développés.

Au total, ce sondage particulièrement intéressant, s'il établit l'échec des thèses « cartiéristes » et le réalisme des Français sur les problèmes du Tiers-Monde, révèle aussi l'importance de l'information et du rôle des médias, rôle que plusieurs autres articles de ce même numéro approfondissent.

Yves CHARBIT

les ventes d'armes aux régimes dictatoriaux du tiers-monde sont condamnés par les Français.



## « des indiens de service » ?

Une troupe d'Indiens sioux s'est produite du 2 au 12 mai à la Salle Chopin-Pleyel, offrant aux Parisiens un spectacle de chants et danses rituelles, sous l'égide du Centre de Relation des Indiens à Paris (CRIAP), dont l'objectif proclamé est de faire reconnaître la culture indienne en France, de façon que cette référence culturelle serve à faire reconnaître les Indiens aux Etats-Unis en tant que peuple authentique, ce qui devrait leur offrir un terrain favorable à la résolution de leurs problèmes.

Alors, pourquoi avoir placé la première représentation, retransmise en direct dans le cadre de l'émission de télévision *mi-luge, mi-raison*, sous la présidence effective de l'ambassadeur des Etats-Unis à l'UNESCO qui ne rata pas l'occasion qui lui était offerte (visiblement à l'insu de la troupe indienne) d'affirmer, contre toute évidence, devant plusieurs millions de téléspectateurs français, que les Etats-Unis n'avaient dorénavant d'autre souci que de faire le bonheur des Indiens, dans le respect de leurs droits, de leurs culture et traditions, allant même jusqu'à parler d'autonomie ? Ceci au moment précis où le Congrès américain est appelé à examiner un projet de loi qui, s'il est adopté, signifierait la fin des Indiens en tant que groupe ethnique et permettrait aux grandes sociétés capitalistes de mettre la main sans frais sur les énormes ressources d'énergies naturelles que recèle le sous-sol des réserves et territoires indiens qui seraient gommés de la carte des Etats-Unis !

Dans cette affaire, on se demande quel jeu joue le CRIAP.

Robert PAC

## « la chasse à l'arabe » (suite)

Vous êtes patron de bar ; vous tirez sur un consommateur parce qu'il est marocain et vous le blessez grièvement. Vous vous présentez à la police qui vous relâche quelques heures plus tard parce que vous avez eu le tact de ne tirer que sur un « bougnoule ». Deux jours après, vous achetez une nouvelle carabine, subodorant que votre vivacité pourrait vous valoir quelques ennuis.

Un coréligionnaire de votre première victime entre. Vous craignez, à sa mine, qu'il ne désire venger son compatriote. Vous décrochez votre carabine et vous le tuez. Heureusement, vous savez

que la justice ne vous tiendra pas rigueur de ce tragique enchaînement, et vous avez raison. Vous passez devant une Cour d'Assises qui vous condamne à ... 10 mois de prison.

Vous, c'est M. Dal Bosco, cafetier à Gien dans le Loiret. L'histoire se passait en janvier 1977. M. Oudni en est mort.

La « Justice » est passée le 18 mai dernier.

## les habitants de Ploermel s'étonnent

Dans le courant du mois d'avril, 161 Bretons de Ploermel, maire en tête, ont vécu à Saint-Martinsville en Louisiane, tandis que 80 de leurs « cousins » cajuns (ou acadiens) de Saint-Martinsville les remplaçaient à Ploermel. C'était l'opération *Le grand dérangement* organisée par France-Inter, le Conseil pour le Développement du Français en Louisiane et l'association France-Louisiane. Cette opération faisait partie des grandes opérations de promotion, baptisées *opérations exceptionnelles*

destinées à donner de Radio-France une image de marque différente.

Louable initiative, présentée par ses responsables comme devant illustrer la réalité des affinités qui existent entre Français et Louisianais et favoriser une meilleure connaissance mutuelle.

Encore fallait-il qu'aucune discrimination sociale ne soit appliquée, ce qui était évidemment contraire au principe de cet échange.

Les participants au voyage devaient être choisis parmi les membres les plus représentatifs des deux communes. Du côté de Ploermel, la règle a été à peu près respectée, mais les Bretons n'ont pas vu arriver dans leur ville un seul Noir, alors que ceux-ci représentent 52% de la population de Saint-Martinsville et que beaucoup d'entre eux sont francophones et ont parmi leurs ancêtres des Français. Les Noirs jouent également un grand rôle dans la culture cajun et deux des meilleurs chanteurs cajuns, Ardouin et Clifton Chenier, sont Noirs.

Une ombre au tableau, reconnaît Michel Tauriac, directeur-adjoint de l'information de Radio-France, initiateur de l'opération qui affirme avoir insisté auprès du

maire de Saint-Martinsville pour que toute la population de cette commune soit représentée, y compris les Noirs. Pourtant, un Noir au moins s'était inscrit pour faire partie du voyage en Bretagne : c'est le Père Dauphiné, curé de l'église noire de Saint-Martinsville. D'autre part, une habitante de Ploermel avait pris contact, par l'intermédiaire de ce prêtre, avec une famille noire qui avait accepté de la loger. Michel Tauriac rejette toutes les responsabilités sur la municipalité de Saint-Martinsville, à juste raison sans doute, car les Bretons ont pu constater là-bas la ségrégation de fait qui était appliquée à la communauté noire. Mais il est difficile de croire que les dirigeants de France-Louisiane n'aient pas connu les démarches du Père Dauphiné. Il semble qu'ils se soient inclinés sans combattre. Ce qui est sûr, c'est que Radio-France, en cautionnant cette mauvaise action, ne s'est pas donné une image de marque très sympathique.

Robert PAC

## russell means toujours en détention

Sans fournir aucune explication de sa décision, la Commission des mises en liberté sur parole du Dakota du Sud a repoussé la demande de mise en liberté sur parole posée par Russell Means, le leader de l'American Indian Movement qui est emprisonné depuis juillet 1978 en vertu d'une loi qui a été supprimée depuis lors. La Commission avait même annulé la décision antérieure de la Cour qui permettait à Russell Means de remplir les fonctions de conseiller pour les questions indiennes auprès du Sénateur James Abourek à Sioux Falls, tout en devant « résider » au pénitencier (work-release program). Mais la Commission a du faire marche arrière sur ce point et Russell Means a repris sa tâche auprès du Sénateur.

D'autre part, le 5 mars 1979, la Cour Suprême des Etats-Unis a refusé de réexaminer le cas de Leonard Peltier, un autre leader indien qui est actuellement incarcéré à la sinistre prison de Marion dans l'Illinois dont la fonction est de « mater » les « fauteurs de troubles ». Leonard Peltier était à Wounded Knee en 1973. Le F.B.I. n'avait pu l'emprisonner alors, mais, à la suite d'une fusillade entre Indiens et agents du F.B.I. en juin 1975, sur la réserve de Pine Ridge, dans laquelle deux agents du F.B.I. trouvèrent la mort, Leonard Peltier fut arrêté et condamné à la prison à perpétuité pour meurtre au premier degré, sans qu'à aucun moment il ne fut apporté la moindre preuve de sa culpabilité.

Il est clair que c'est pour son activité au sein du Mouvement Indien que Leonard Peltier a été emprisonné. S'il le veut, le Président Carter peut faire grâce à Leonard Peltier. Il le ferait d'autant plus rapidement s'il recevait à la Maison Blanche beaucoup de lettres le lui demandant !

Robert PAC

## mrs thatcher et l'afrique australe

Margareth Thatcher, le nouveau Premier Ministre britannique, a fondé toute une partie de sa campagne sur le racisme. Discrimination dans l'immigration de membres du Commonwealth (titulaires du passeport britannique), Blancs ou non-Blancs, défense et illustration des régimes racistes d'Afrique australe, ces thèmes repris au très actif parti néo-nazi « National Front » lui ont permis de grignoter sur sa droite des voix nécessaires à sa victoire.

En ce qui concerne le régime rhodésien, elle a notamment déclaré : « Suffrage universel, quatre partis. Où trouveriez-vous une telle situation en Afrique ? ».

Madame Thatcher feint d'ignorer que la Constitution adoptée par la minorité blanche et elle seule a mis tous les verrous nécessaires pour empêcher que la suprématie économique, politique et militaire des colons européens ne puisse être remise en cause (minorités de blocage sur toutes les questions importantes, intangibilité du droit de propriété, c'est-à-dire, en fait, du droit de conquête, etc...).

Le peuple héroïque du Zimbabwe, lui, ne l'ignore pas. Il en tire, dans une lutte difficile, des conséquences opposées à celles auxquelles aboutit Mme Thatcher sur les moquettes du 10 Downing Street.

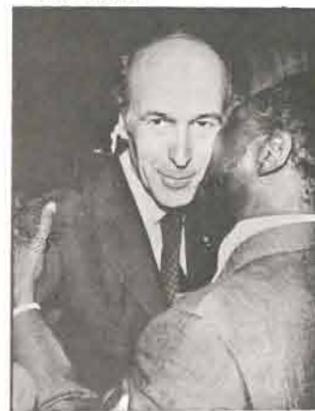
## l'afrique saigne à bangui

L'Empire Centrafricain fait partie de ce que l'on appelle en haut lieu « l'Afrique modérée ». Modérée parce que les compagnies étrangères peuvent y chasser à loisir, comme à loisir peut y chasser, dans l'immense concession que lui réserve l'Empereur à cet effet, le Président Giscard d'Estaing.

Les dizaines d'enfants assassinés à Bangui sont les victimes de l'entêtement des grands intérêts financiers à maintenir sur le trône le bouffon sanglant qui sert si bien leurs intérêts tout en maintenant son pays dans un tragique chaos économique. A la conférence

franco-africaine de Kigali, on a abondamment parlé de la défense de cette Afrique-là. Mais le rapport de force est en train de changer. Plusieurs Etats, représentés à cette réunion, manifestent de plus en plus vivement leur désir d'indépendance et leur volonté de progrès.

Tant mieux !



## les roms ont droit à la différence

La revendication du droit à la différence et la volonté de rester, au-delà des nationalités, un peuple uni, ont été au centre des préoccupations du troisième Congrès International du Peuple Roms qui s'est tenu le samedi 5 mai dernier à Saint-Denis. Plusieurs centaines de personnes venant d'une dizaine de pays d'Europe ont participé aux débats. D'abord, les participants ont rappelé que le peuple roms comptait douze millions de personnes dont trois millions établies en Europe occidentale. Durement touché pendant la période hitlérienne (près de un million de Tziganes assassinés dans les camps de la mort), le peuple roms est encore l'objet, dans de nombreux pays, de mesures discriminatoires et vexatoires. A leur origine : le racisme et le refus du droit à la différence (1). Ainsi, en France, le stationnement des Gitans dans certaines municipalités entraîne des réactions de type raciste qui, bien souvent, se concluent par des expulsions brutales réalisées par les forces de l'ordre. Enfin, les délégués ont envisagé la création d'un Centre International Rom à Paris. Selon les projets, il comporterait notamment un laboratoire de langues, un centre de folklore musical et de danses tziganes et une bibliothèque. A signaler aussi qu'une délégation du mrp a été invitée à ce congrès.

(1) Voir droit et liberté du numéro de janvier 79.

## militant anti-nazi assassiné

La campagne électorale britannique a servi de prétexte, le 23 avril dernier, à une provocation du parti nazi *National Front* qui organisait un meeting anti-immigrés dans Southall, un quartier londonien habité par l'une des plus grandes communautés asiatiques de Grande-Bretagne.

Immédiatement, la *Ligue Anti-Nazi* appelait à manifester dans le but d'interdire la réunion. Près de 4.000 manifestants convergèrent vers le Town Hall, lieu du meeting de l'extrême-droite, des Anglais, des Arabes, des Pakistanaï, des Jamaïcains, des Indiens en turban et des Irlandais. Ils se heurtèrent d'emblée aux forces de police, parmi lesquelles les Special Patrol Groups, unités spéciales d'intervention qui protégeaient les nazis.

Les violences policières se soldèrent par 1 mort, sauvagement frappé alors qu'il était tombé à terre, 40 blessés et 300 inculpations, tous parmi les anti-nazis.

Les partis ont condamné en bloc la violence et la haine et Scotland Yard, qui enquête, a juré que cela ne se reproduirait plus !

Robert PAC

## l'atome est-il antisémite

Selon l'hebdomadaire « *Le Nouvel Observateur* », l'accord discuté en 1975 entre le Commissariat à l'Energie Atomique (C.E.A.) et le gouvernement irakien concernant une commande de deux réacteurs comportait une clause discriminatoire. Ne devaient pas être employées sur ce projet des « personnes de race juive ou de religion mosaïque ». Le mrp est intervenu auprès de M. Giraud, ministre de l'Industrie, afin d'obtenir des éclaircissements sur ces faits graves qui bafouent des principes fondamentaux auxquels les Français sont attachés. D'autre part, une pétition de protestation a été signée par de nombreux employés du C.E.A.

## les tortionnaires d'ali abdou en assises ?

L'affaire Ali Abdou n'est pas terminée. Le tribunal correctionnel de Toulouse s'est, en effet, déclaré in-

compétent le mercredi 16 mai. Si la chambre d'accusation suit les conclusions du tribunal, les trois tortionnaires du travailleur franco-algérien se retrouveront devant les Assises. Le procès qui s'est déroulé le 9 mai a réservé de grosses surprises à tous ceux qui y ont assisté.

Ainsi, tout a été fait pour minimiser la gravité des agressions commises contre Ali Abdou. Le Procureur de la République a ainsi nié que la victime ait été l'objet de tortures et de menaces de mort. D'autre part, les défenseurs des inculpés n'ont pas hésité à affirmer à la barre du tribunal : « Tout le monde sait bien que les Arabes manient facilement le couteau et qu'ils n'ont pas le même respect de la vie que nous ».

A signaler tout de même que le gérant du bar des Arènes où Ali a été torturé a été condamné à un an d'emprisonnement pour une autre affaire. On lui reprochait d'avoir tiré des coups de feu contre des militants d'extrême-gauche alors qu'il collait des affiches annonçant un congrès d'extrême-droite.

## en bref

■ Selon une organisation privée américaine, les Etats-Unis sont rendus coupables d'importantes violations des droits de l'Homme. Parmi ces violations, le comité signale : la stérilisation des femmes indiennes et les entraves aux droits de propriété des nations indiennes ; les mauvais traitements infligés par des policiers ou des gardiens de prison à des Noirs ou des Hispano-Américains ; l'inégalité des chances entre Noirs et Blancs ; la pauvreté, le chômage et les conditions misérables de logement.

■ Jean-Paul II, à l'occasion de la visite qu'il doit effectuer du 2 au 10 juin en Pologne, va rendre visite au camp de concentration d'Auschwitz.

■ La revue du comité d'entreprise d'U.T.A. publie, dans son numéro de avril/mai, un dossier sur le racisme. L'affaire Bousquet y est aussi longuement évoquée.

■ Pour l'hebdomadaire de l'Action française « *Aspects de la France* », les naturalisés ne sont pas des Français à part entière. On lit en effet ceci : « L'accueil des familles de travailleurs immigrés a porté leur nombre total à 4,3 millions ; il convient d'y ajouter 1,7 million de naturalisés, soit au total 6 millions sur 53,4 millions d'habitants ». Plus loin, l'hebdomadaire ajoute : « Un coup d'œil à un annuaire téléphonique est éloquent ; les Dupont-Durand sont de plus en plus remplacés par des noms d'origine étrangère ».

si vous n'avez pas encore réglé votre abonnement à droit et liberté, soyez sympa, faites le...

l'abonnement pour un an, c'est 50 Frs (à l'échangeur 75 Frs soutien 100 Frs)



Nom \_\_\_\_\_ Prénom \_\_\_\_\_  
Adresse \_\_\_\_\_  
\_\_\_\_\_ Tél \_\_\_\_\_

si vous avez déjà réglé votre abonnement à droit et liberté, vous avez des amis sympas, abonnez les...

je profite de l'offre spéciale: trois abonnements pour 100 Frs



Nom \_\_\_\_\_ Prénom \_\_\_\_\_  
Adresse \_\_\_\_\_  
\_\_\_\_\_ Tél \_\_\_\_\_

Nom \_\_\_\_\_ Prénom \_\_\_\_\_  
Adresse \_\_\_\_\_  
\_\_\_\_\_ Tél \_\_\_\_\_

Nom \_\_\_\_\_ Prénom \_\_\_\_\_  
Adresse \_\_\_\_\_  
\_\_\_\_\_ Tél \_\_\_\_\_

si vous avez des amis sympas mais pas d'argent, envoyez nous leur adresse, nous leur ferons connaître droit et liberté

Nom \_\_\_\_\_ Prénom \_\_\_\_\_  
Adresse \_\_\_\_\_  
\_\_\_\_\_ Tél \_\_\_\_\_

Nom \_\_\_\_\_ Prénom \_\_\_\_\_  
Adresse \_\_\_\_\_  
\_\_\_\_\_ Tél \_\_\_\_\_

Nom \_\_\_\_\_ Prénom \_\_\_\_\_  
Adresse \_\_\_\_\_  
\_\_\_\_\_ Tél \_\_\_\_\_

Nom \_\_\_\_\_ Prénom \_\_\_\_\_  
Adresse \_\_\_\_\_  
\_\_\_\_\_ Tél \_\_\_\_\_

Nom \_\_\_\_\_ Prénom \_\_\_\_\_  
Adresse \_\_\_\_\_  
\_\_\_\_\_ Tél \_\_\_\_\_

Nom \_\_\_\_\_ Prénom \_\_\_\_\_  
Adresse \_\_\_\_\_  
\_\_\_\_\_ Tél \_\_\_\_\_

et si vous n'avez pas d'amis sympas, venez nous aider au mrp, vous vous en ferez...

(A renvoyer à droit et liberté - 120 rue Saint-Denis 75002 Paris - CCP 9239-81 Paris. Si vous désirez régler votre carte d'adhérent au mrp pour 1979, (prix indicatif 50 Frs), faites-le à la même adresse, mrp, CCP 14-825-85 Paris).

## sur le vif

# on frappa à la porte

Le témoignage de Richard Lapchick, ancien professeur à l'université de Virginie (U.S.A.) montre les difficultés de la lutte antiraciste aux Etats-Unis.

C'est dans la logique de mon engagement dans le Mouvement pour les droits civiques aux Etats-Unis que je me suis mis à militer contre les liens que mon pays entretient avec l'Afrique du Sud raciste. J'avais, en effet, acquis la conviction que ces liens influençaient de façon très négative les relations raciales aux Etats-Unis même. J'étais alors professeur à l'Université de Virginie, dans le département « Tiers-Monde et Afrique australe ».

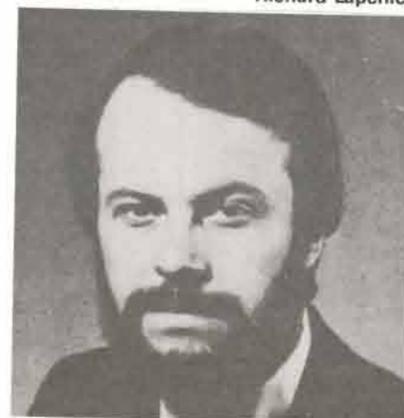
Avec Dennis Brutus, fondateur du SAN-ROC (Comité olympique non-racial d'Afrique du Sud) qui vit en exil aux U.S.A., nous décidâmes de former le groupe ACCESS (Comité de coordination américain pour l'égalité dans les sports) auquel participaient 25 organisations sportives, politiques et religieuses ainsi que des mouvements pour le respect des droits civiques. Le comité avait pour objectif la fin de toute relation sportive avec le sport raciste de l'apartheid.

pour aboutir à une victoire.

La nuit qui suivit mon retour, alors que j'étais en train de travailler dans mon bureau, j'entendis frapper à la porte. Pensant qu'il s'agissait des agents de sécurité du campus, j'ouvris. Je me trouvai nez à nez avec deux hommes dont le visage était recouvert de bas pour qu'on ne les reconnût pas. L'un d'entre eux me poussa violemment contre la base métallique d'une statue que ma femme m'avait offerte. Blessé à l'épaule, je restai hébété quelques instants. Un de mes agresseurs me lança : « Et maintenant, tu comptes encore continuer tes bêtises ? ». L'autre me traita à plusieurs reprises de « Nigger lover » (appellation méprisante des Blancs qui luttent pour l'égalité raciale ; mot à mot « amoureux des nègres » NDLT). Le premier reprit : « Tu n'as pas à t'occuper de l'Afrique du Sud ». Je dois préciser qu'il s'agissait indéniablement, à leur accent, d'Américains.

## mobilisation de l'opinion

En février 1978, je me rendis à Nashville, en tant que secrétaire-général d'ACCESS. Un match de tennis devait s'y dérouler dans le cadre de la coupe Davis avec la participation de joueurs sud-africains. Malgré la sous-information dramatique qui sévit aux U.S.A. sur ces problèmes, nous réussîmes à mobiliser la presse et l'opinion publique et nos idées progressèrent très rapidement dans la conscience de nombreux Américains. Je rentrai en Virginie avec la conviction que le mouvement avait acquis assez de force



Richard Lapchick

Ils me transportèrent alors devant mon fichier et se mirent à me frapper au visage et au ventre à l'aide de deux petits tiroirs ; puis ils me détachèrent, me firent lever et recommencèrent à me frapper à l'aide d'une autre sculpture. Je perdis connaissance. Lorsque je revins à moi, ils finissaient de graver sur mon ventre le mot « niger » (pour nigger — nègre — avec une faute d'orthographe !).

Un bruit dans la cuisine les mit en fuite, mais l'un d'entre eux fit tomber sur moi, avant de sortir, un lourd casier métallique et je m'évanouis à nouveau. Je dus ensuite passer plusieurs jours à l'hôpital pour me soigner, ayant eu les reins et la foi endommagés par cette agression.

L'événement fut largement repris par la presse et l'on en tira argument pour faire interdire le match afin de préserver l'ordre public. Mais une semaine plus tard, la police inventa une version nouvelle de l'affaire : je me serais infligé mes blessures moi-même pour attirer l'attention. Les journaux emboîtèrent le pas à la thèse des policiers et ceci leur permit de laisser de côté l'information sur le sport d'apartheid. Bien qu'opposé à l'utilisation de la graphologie en matière judiciaire, ainsi qu'aux divers systèmes de « détection des mensonges », je décidai de me soumettre à des tests pour que ma bonne foi soit établie. Un expert new-yorkais et un autre de Washington conclurent que j'avais dit la vérité.

## Ku Klux-Klan

Entre temps, le responsable du Département de l'Information en Afrique du Sud fit une conférence de presse et dut répondre aux accusations qui commençaient à se faire jour concernant l'utilisation de fonds secrets pour acheter à l'étranger hommes politiques et journalistes. Après avoir affirmé qu'à la suite de l'action de son département, « l'image de l'Afrique du Sud dans le monde s'améliorerait », il donna comme exemple de ses succès « la destruction de Lapchick ».

Un peu plus tard, le responsable du Ku Klux-Klan en Virginie fit la une des journaux sud-africains à la suite de sa visite à Johannesburg. Le K.K.K. apparut alors comme un puissant allié de l'Afrique du Sud aux Etats-Unis. Toutes ces « coïncidences » me donnèrent à réfléchir.

D'autant plus que le harcèlement raciste contre ma famille et moi-même continua de plus belle. Ma voiture fut plusieurs fois sabotée, mes documents volés. Des menaces téléphoniques quotidiennes m'amènèrent à envoyer mes enfants chez leurs grands-parents pendant cinq semaines. Dès qu'ils revinrent, une menace de rapt sur le plus jeune nous fut signifiée et notre fils disparut pendant toute une soirée. Il s'agissait heureusement d'une coïncidence, mais nous ne pouvions plus vivre dans ces conditions et je dus abandonner la Virginie.

Même là où je suis à présent, une chose est sûre, la lutte contre tous les racismes continue.

Richard LAPCHICK  
Traduction par HIRIT BEGASHET

créations  
**GERARD GHIS**

259, rue Saint-Martin, 75003 PARIS

Téléphone : **271.92-11**

libre-service habillement  
dames hommes enfants



**prima-france**

25, rue de Brest, 69002 LYON Tél. 37-30-40

HAUTE FOURRURE

*Benzy Pezzard*

RENÉ SAIMAN  
157, FAUBOURG ST-HONORÉ  
PARIS VIII<sup>e</sup>

563 42-37



**sporama**

2, RUE DE LA RÉPUBLIQUE 69001 LYON  
TÉL. 28.11.14



LINGERIE  
BONNETERIE  
GROS DEMI-GROS



Anc. Ets C. GRYKA  
212, RUE ST-DENIS - 75002 PARIS

☎ 233.30.73 - 261.48.92

prêt-à-porter

spécialiste du  
**harry cower**

tel. 27.22.53

20, rue romarin 69001 Lyon



18, avenue VICTOR HUGO - 75016 Paris - Tél. : 501.67.13

FOURRURES  
**MAURICE KATZ**  
Maître-Artisan Fourreur

25, AVENUE HENRI-BARBUSSE,  
VILLEURBANNE  
TÉL. (78) 84-61-71

■ étude ■

# racisme dans les têtes

**Au delà des déterminations sociales et historiques, le racisme vit sur le terreau psychologique de l'être humain. Il atteint profondément la conscience de celui qui en est victime comme de celui qui en est l'artisan.**

Lorsqu'il existe des rapports de domination entre les groupes humains, domination économique ou domination par la force nue, domination matérielle, et que cette domination est interprétée comme la conséquence inéluctable des caractères physiques des groupes qui sont en présence, cela n'est pas sans conséquences mentales sur les individus concernés. Aussi bien ceux qui appartiennent au groupe dominé que ceux qui appartiennent au groupe dominant ont des réactions, une sensibilité, des comportements qui sont directement la conséquence de la position qu'ils occupent dans ces rapports de pouvoir. Ce qui se passe matériellement, concrètement, dans une société entraîne des formes psychologiques particulières. Et ces formes psychologiques ont à leur tour un impact sur le déroulement de la vie sociale quotidienne, et même une influence sur les options politiques et économiques au sein de cette société.

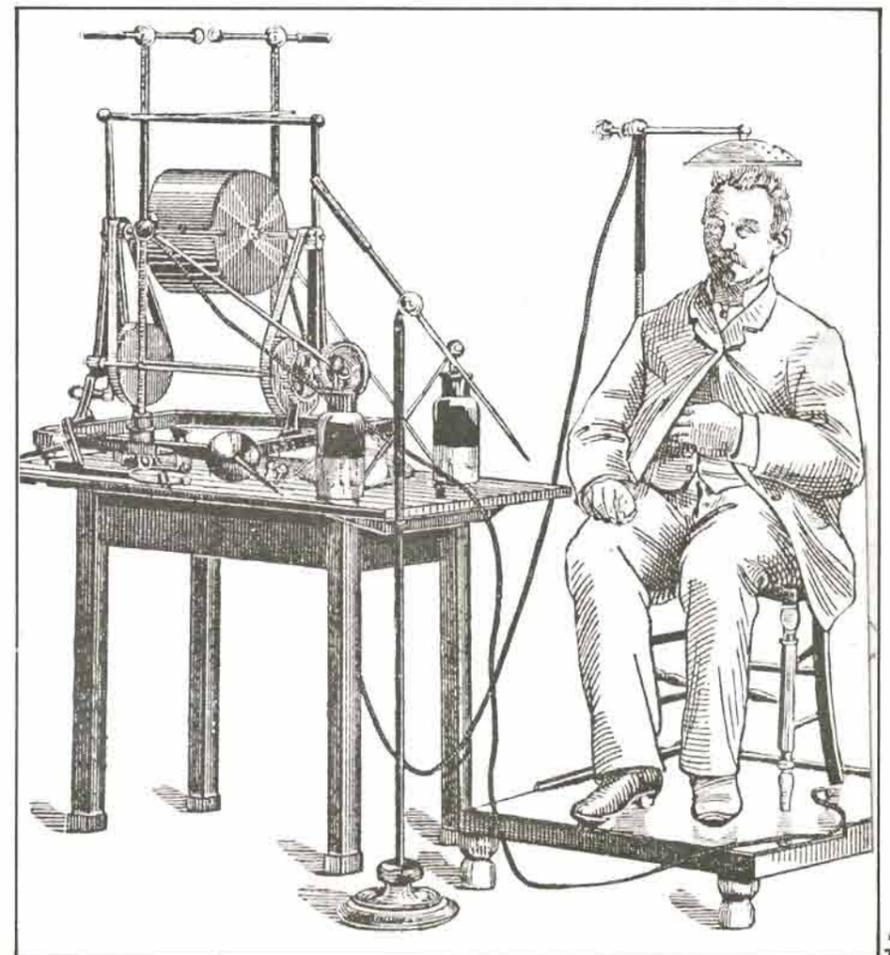
**parlons  
psychologie**

Depuis très longtemps déjà, puisque cela remonte aux années vingt de notre siècle, on s'est préoccupé, la recherche, des aspects psychologiques du racisme. A vrai dire, on s'est d'abord interrogé sur l'attitude mentale de ceux qui appartiennent au groupe dominant et qui avaient des conduites racistes. Ceci pour la raison simple que l'urgence était, aux yeux de ceux qui s'intéressaient à cette question, de trouver une manière d'agir sur les acteurs racistes : le premier objectif était de protéger les victimes de ce racisme. Ceci est resté longtemps l'une des tendances principales de la recherche et la question « *Qu'est-ce qu'un raciste a derrière la tête ?* » est à l'origine d'un livre collectif majeur *La personnalité autoritaire* (1950). Bien qu'on ait par la suite raffiné ou complexifié les points de vue, il

reste l'aboutissement de ce genre de recherche et les grandes lignes de la psychologie raciste qu'il a décrites restent au centre du portrait qu'on peut tracer de cette attitude mentale. Marie Jahoda ensuite, ou Wilhelm Reich avant, peuvent

d'une façon générale être rattachés à ce type de découvertes. La rigidité mentale, l'obéissance aveugle, l'intolérance à l'incertitude sont considérées comme les caractéristiques majeures de la personnalité raciste.

Ce n'est que plus tard qu'on a commencé à se demander également s'il ne se passait pas, psychologiquement, quelque chose de particulier chez ceux qui étaient victimes du racisme. Ce décalage dans le temps était peut-être la conséquence d'un aveuglement, car les victimes paraissaient paradoxalement moins intéressantes que les persécuteurs, mais surtout la priorité qu'on avait accordée à la psychologie des racistes tenait au fait qu'on cherchait dans cette psychologie la raison profonde, la cause, de l'oppression que subissaient ceux qui étaient racisés. Progressivement, ce point de vue s'est modifié, et à mesure qu'il devenait plus évident que la psychologie n'était pas l'unique coupable mais que le mal était enraciné dans les structures mêmes des sociétés concernées par le racisme, on commençait à saisir que les dégâts étaient plus considérables qu'on ne l'avait pensé. Si la société dans son fonctionnement même était en cause, cela avait en effet des conséquences sur tous les acteurs sociaux, les



dominés comme les dominants. La recherche sur le racisme devenait donc plus complexe et touchait davantage de domaines. Elle impliquait donc que, psychologie pour psychologie, on se préoccupât également de celle des victimes de la situation raciste.

D'autant plus que commençait alors à parler des analystes issus des groupes les plus durement contraints et dont l'un des objectifs parmi d'autres était de comprendre la psychologie de l'état de dominé. Ils voulaient avoir prise sur elle, la dénoncer comme l'un des dommages possibles et particulièrement grave causé aux victimes par la relation de domination. Ces analystes eux-mêmes, d'ailleurs, prenaient la parole au sein de tentatives d'émancipation, réussies ou partiellement réussies, qui se développaient alors dans les groupes dominés. Ce n'est pas un hasard si les analyses qui ont été faites en langue française sont étroitement liées aux libérations coloniales et ce que disaient Frantz Fanon dans *Peau noire, masques blancs* (1952) et Albert Memmi dans *Portrait du colonisé* (1957), bien qu'ayant une valeur pour toutes les situations de racisme, est la description de situations coloniales.

## Crainte et résistance

Quels sont, pour les deux termes, le raciste et le racisé, les traits marquants que produit la relation raciste dans la psychologie des individus ?

Pour les racisés le rapport raciste crée d'abord une attitude ou un réflexe de méfiance ou de crainte. Très objectivement fondées dans la vie quotidienne, la plupart des conduites qui paraissent « normales » à ceux qui appartiennent à un groupe dominant, ne sont pas « normales » et ne peuvent pas l'être pour ceux qui appartiennent à un groupe dominé. Cette réalité quotidienne implique que sortir la nuit est dangereux, que tous les quartiers d'une ville ne sont pas librement accessibles, qu'il faut se méfier de la plupart des lieux publics (transports, cafés, foules, etc.), que les choses les plus anodines peuvent recéler une menace. Donc le temps et l'espace eux-mêmes sont menaçants, d'où une méfiance constitutive dans la relation au monde.

D'autre part il est difficile à un racisé d'avoir spontanément confiance en soi comme individu. Car tout dans les relations quotidiennes, dans le travail — qu'il s'agisse du salaire, du poste occupé ou de la promotion —, à l'école, dans les stéréotypes qui lui sont sans cesse rappelés sous forme agressive ou sous forme de plaisanterie, lui assigne et lui enseigne une place secondaire et subalterne ; ou même franchement menacée. Ce n'est que par une réassurance au sein de son propre groupe qu'il peut acquérir une confiance en soi que le monde dominant tente d'effriter et de détruire quotidiennement. Si ce n'est pas par la lutte directe d'émancipation qu'il acquiert cette confiance, ce sera par les tentatives, si

fréquentes dans tous les groupes dominés, de revalorisation de sa culture propre, de pratiques linguistiques, artistiques, ou de solidarité pratique. Certains pensent trouver dans les pratiques culturelles des minorités l'étape nécessaire à une réassurance des dominés.

Le manque d'assurance et la méfiance peuvent provoquer des conduites paradoxales d'affirmation. On sait bien qu'une longue oppression peut produire des effets explosifs et désespérés, tournés souvent contre soi-même. La fin de l'esclavage aux Etats-Unis durant le siècle dernier a été suivie d'un accroissement effrayant de maladie mentale chez les anciens esclaves. Effet d'agression contre soi-même que produit l'impuissance à agir sur la réalité concrète quotidienne, auto-agression dont les conséquences en suicides, meurtres, accidents, maladie, entravent la maigre marge d'action dont on peut disposer lorsqu'on est dominé.

L'hypersensibilité, l'extrême finesse



des perceptions dans les rapports humains caractérisent l'appartenance à un groupe racisé. Des expériences de psychologie sociale ont montré que les petits enfants étaient conscients des différences de couleur bien plus tôt et en plus grand nombre lorsqu'ils étaient eux-mêmes racisés. L'appréhension de la réalité est plus aiguë chez ceux qui appartiennent aux groupes racisés, elle est plus vigoureuse et plus complexe car aucun individu de ces groupes ne peut échapper à cette connaissance du réel qui lui est imposée à chaque instant et partout par le fonctionnement quotidien de la société.

Il n'en est pas du tout de même de ceux qui appartiennent aux groupes dominants, « racisants ». Parmi eux, il s'en trouve un bon nombre pour ne pas connaître pratiquement la relation raciste : ils ne connaissent pas de racisés, ils « ignorent » (et consciemment il est vrai qu'ils n'en savent rien) les bénéfices concrets qu'ils tirent eux-mêmes, comme tous les membres de leur groupe, de l'exploitation des dominés. Ils peuvent même

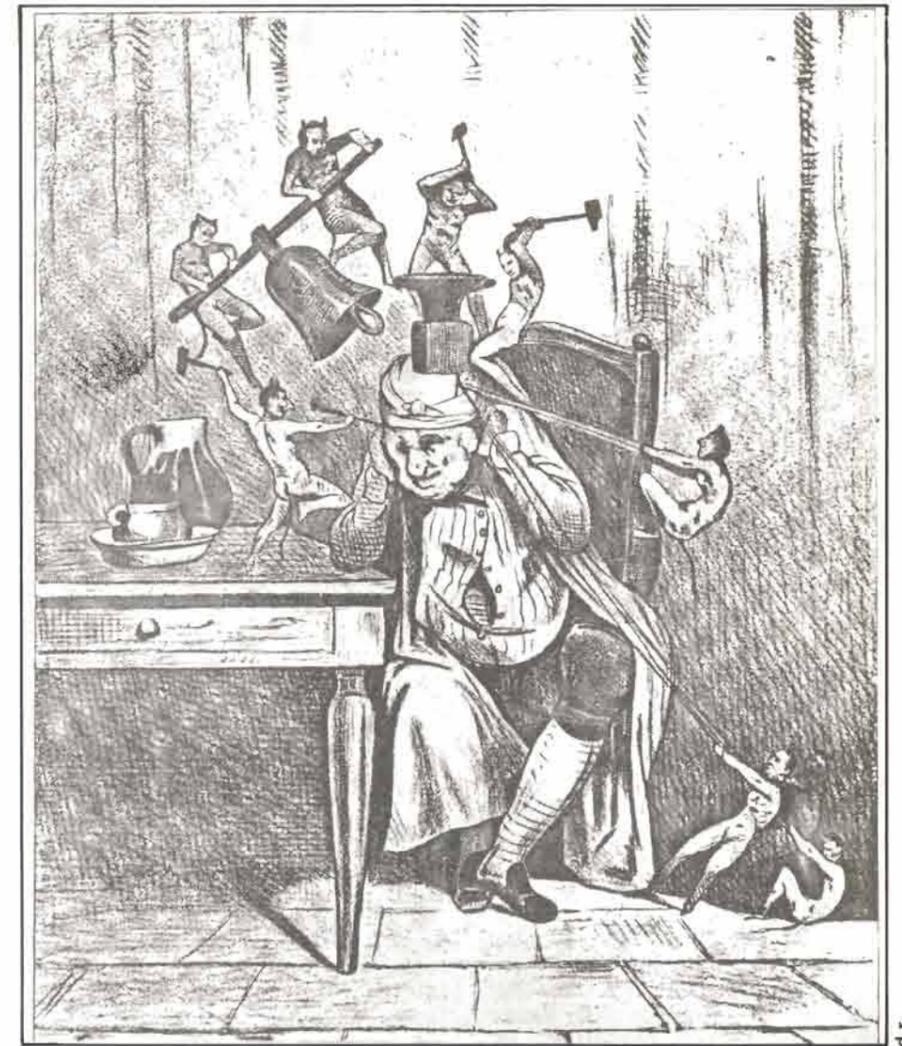
se penser non racistes car ils estiment être hors de cette question. Cette attitude de distance et d'ignorance est un privilège (?) de la position de domination ; elle est en tous cas la conséquence de la « liberté » que donne le fait de se trouver du bon côté dans une relation de pouvoir. On peut dire que l'un des effets paradoxaux de la situation raciste est de permettre l'ignorance et de donner la tranquillité individuelle à un certain nombre de membres du groupe dominant.

Pour certains donc, la face psychologique du rapport raciste peut être l'hébertude, la limitation intellectuelle, ou l'indifférence. Mais, et c'est ce qui préoccupait les premiers chercheurs psychologues sur la question, un grand nombre d'individus du groupe racisant développe une attitude raciste caractérisée. Ceux-là, qui ont attiré si tôt l'attention, pensent qu'il y a entre les êtres humains des différences physiques, génétiques qui engendrent des différences morales, intellectuelles et sociales et que, au fond, la clef de tous les rapports humains se trouve dans la « nature » particulière des différents groupes. Ce qui est précisément le racisme. Celui-ci attire l'attention lorsqu'il se traduit en conduites agressives, discriminatoires et haineuses, lorsqu'il s'exprime en discours ou paroles menaçantes. Mais il existe aussi, et il redevient à la mode sous cette forme depuis quelques années, un racisme à visage tempéré qui se prétend bienveillant et ne vise qu'à maintenir à sa place naturelle chacun des groupes concernés : les uns dans les instances de décision, de pouvoir et d'aisance matérielle, les autres dans l'exécution, l'obéissance et la simple survie ; ou, plus brutalement, les maintenir à part et ailleurs. Mais agressive ou souriante, il s'agit de la même conception du monde : pour elle, les acteurs sociaux sont de nature différente et cette nature leur fixe une place.

## la faiblesse d'être raciste

Contrairement à la psychologie des racisés, qui a un fondement réaliste et immédiat, celle des racisants a un contenu imaginaire et fantasmagorique. Tout en visant à maintenir un rapport de force qui paraît à ses yeux naturel et éternel, le groupe dominant n'est pas certain d'y parvenir, il craint que ce rapport de force ne change. D'où, il éprouve également un sentiment de crainte. Mais il ne s'agit pas d'une crainte correspondant à la situation actuelle, elle est projetée dans l'avenir.

Fondée sur l'hypothèse d'un retournement futur, cette crainte attribuée aux racisés les sentiments négatifs qui sont aujourd'hui ceux du groupe dominant à leur égard. L'obsession du complot, celle de la souillure (ou de la pureté, ce qui est identique), une très profonde intolérance à l'état d'incertitude marquent la psychologie du racisant et sont fondées sur les menaces qu'il projette hors de lui-même. Une telle intolérance à l'incertitude entraîne ce respect du père, ce culte du chef,



qui ont tellement frappé les observateurs de la vision raciste du monde. Une conduite d'obéissance scrupuleuse envers tous les ordres de « l'autorité », paternelle ou institutionnelle — que cette institution soit un gang ou l'Etat — paraît seule capable à leurs yeux d'empêcher le monde d'aller à vau l'eau, de se « pourrir », de disparaître.

La docilité active qu'a suscitée chez beaucoup alors la mise en place de l'organisation minutieuse créée par le nazisme, fournit l'exemple le plus clair de cette révérence à la fois crispée et abandonnique. La psychologie du raciste est une psychologie de favori : c'est en prenant le parti du chef qu'on conserve les avantages acquis. Et c'est bien de privilèges réels que le racisme tend à garder la propriété, mais c'est aussi d'avantages fantasmagoriques : celui d'être du côté des gens « bien », du chef, du maître.

La relation raciste est une relation violente. Même lorsque cette violence n'est pas actualisée par des gestes ou des pratiques brutales. Comme situation violente, elle provoque la peur, la crainte

chez les acteurs. Chez ceux qui sont les victimes, cette crainte vient du monde extérieur et de l'expérience concrète qu'on en a ; elle peut être dominée lorsqu'on veut transformer les choses, elle peut apporter une sensibilité précieuse pour la connaissance. Mais elle peut aussi détruire les individus, car la peur d'une menace réelle est corrosive et elle désorganise l'affectivité et l'identité de ceux qui y sont les bénéficiaires de la situation raciste et les oppresseurs actifs ou silencieux, cette crainte vient de l'intérieur, de leurs fantasmes, et elle est meurtrière : elle devient active, tournée contre ceux qui sont déjà les victimes de la relation. Elle vise à les détruire physiquement et mentalement. Un mélange de crainte et de suffisance (crainte de ses propres fantômes, satisfaction d'être du côté des gagnants) donnent cette psychologie particulière, à la fois soumise aux forts et arrogants aux faibles, que fabrique la relation raciste du côté des dominants.

Colette GUILLAUMIN  
C.N.R.S.

# livres

## livres d'Afrique

Un événement en librairie ! Enfin, des Africains parlent eux-mêmes de leur histoire, de leurs cultures, de leurs luttes et de leurs réalisations, et cela dans de petits ouvrages de poche, un peu austères mais très abordables (1) pour toutes les bourses, donnant à tous les militants antiracistes une arme véritable pour contrer les arguments de ceux pour qui les Africains n'auraient pas eu une histoire et des cultures aussi importantes que les nôtres !

Le volume 1 envisage la préhistoire de l'Afrique et le 2 donne un bon aperçu des « Grands Empires » du continent dont le degré de civilisation n'a rien à envier à nos royaumes, cependant que leur « dislocation » est le sujet du tome

Yves THORAVAL Pinacles de la mosquée de Djenné (Mali).



## voix indiennes

Plus vivants que jamais, les Indiens ont décidé de s'adresser au monde. En rassemblant leurs témoignages, *Voix Indiennes* propose des textes inédits, véritables manifestes d'une philosophie vieille de plus de 50.000 ans, qui regarde d'un oeil critique la civilisation occidentale et rappelle ses propres valeurs.

Face à l'échec de la société technologique, les Indiens relèvent la tête et trouvent des réponses originales aux questions de leur survie ; et aussi de la nôtre, si nous savons entendre la voix profonde de l'Indien qui s'élève pour nous demander de réfléchir sur le sens profond de la vie que nous discernons dans le sein d'une Nature maternelle.

Robert PAC

Plus vivants que jamais, les Indiens ont décidé de s'adresser au monde. En rassemblant leurs témoignages, *Voix Indiennes* propose des textes inédits, véritables manifestes d'une philosophie vieille de plus de 50.000 ans, qui regarde d'un oeil critique la civilisation occidentale et rappelle ses propres valeurs.

Voix indiennes, par J.F. Grougnard, B. Chapuis, Moebius, Vorela, « Les formes du secret » éditeur, 244 pages, 80 photos, 50 francs.

3. Le 4 envisage les « temps modernes » de l'Afrique et le 5 parle de la « dispersion bantoue » un très grand peuple de l'Est et du Centre africain. « La traite négrière » est analysée dans le volume 6 avec le génocide et tout le viol d'un continent avalisé par les Eglises et les intellectuels européens et américains. « L'Afrique coloniale » (vol. 8) en est le prolongement logique mais de « grands résistants » (volume 9) inconnus ou presque de nos manuels scolaires s'y opposent, aidés par des « Messianismes » (vol. 10). « L'éveil des nationalismes », au début libérateur, délivre en partie le continent (vol. 11) cependant qu'une ère des calamités analysées sans complaisance s'annonce...

(1) 12 volumes de poches, chaque volume 8 francs. On peut obtenir de plus amples informations auprès de ABC Editions, 9 rue du Château d'Eau 75010 Paris. Tél. 607.42.28.

## talismano

Une fois encore, un Maghrébin, sans rien renier de ses cultures d'origine, malaxe la langue française en un texte qui veut « déchiffrer les signes, accorder les noms ». Chant contre le pouvoir des Etats, poème sur Tunis et le passé d'un monde, cette autobiographie haletante se révèle une radioscopie de l'univers musulman bouillonnant, aiguillée par l'exil. Par-delà l'Histoire, ce livre est le pur produit de deux cultures concurrentes et complémentaires, l'arabe et la française. Meddeb possède aussi bien l'une et l'autre de ces cultures et « Talismano » est également un questionnement de nous-mêmes, dans la tradition véhémente de toute une littérature maghrébine d'expression française qui ne recule devant aucune violence féconde (et parfois douloureuse parce qu'écartellement), pour exprimer une différence dont l'affirmation est un enrichissement pour l'horizon culturel de ce côté-ci de la Méditerranée.

Yves THORAVAL

Talismano, par Abdelwahab Meddeb, éd. Ch. Bourgeois, 278 pages, 60 F.

## livres reçus

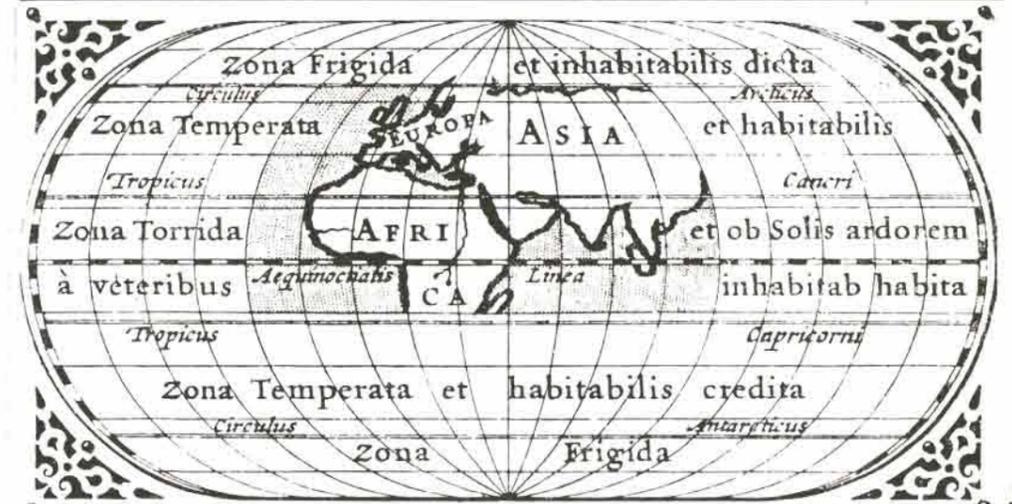
■ **Yannis Ritsos** : le plus grand poète grec d'aujourd'hui a dédié à Aragon ce curieux et beau poème : « Le chef d'œuvre sans queue ni tête », burlesque et pudique, onirique et enraciné dans la réalité, tout cela à la fois, à la manière du « Huit et Demi » de Fellini, et qui illustre la grande diversité d'un poète majeur de notre époque. (éd. Gallimard)

■ **L'Algérie** : le sous-titre « Légimité historique et continuité politique », donné par Mohamed Dahmani, auteur de ce nouveau livre sur l'Algérie, montre bien qu'il s'agit ici d'une approche nouvelle, à la lumière de la disparition du président Boumediène. Que signifie celle-ci ? Sans concessions pour les erreurs de la « voie algérienne » au socialisme, ce livre dresse aussi un bilan utile et critique des incontestables réussites de notre proche voisin méditerranéen. (éd. Le Sycomore, 102 Bd Beaumarchais, 75011 Paris).

■ **L'Amant** : ce titre universel est celui du dernier roman traduit en français de l'important écrivain israélien Avraham Yehoshua. Une belle histoire d'amour, sur le fond de la crise de la société israélienne d'après la guerre d'octobre 1973.

# exposition

## à la découverte de la terre



Dix siècles de cartographie : tel est le sous-titre de cette exposition organisée jusqu'au 13 juillet à la bibliothèque nationale, 58 rue de Richelieu, 75002 Paris.

## cinéma

### los gaminos (les gamins)

Chassés de leurs villages par la « violencia » (guerre civile), les paysans pauvres colombiens viennent s'entasser dans les bidonvilles de Bogota qui comptent actuellement plus de 5 millions d'habitants. Les enfants de ces couches les plus défavorisées, victimes de toutes les séquelles de la misère (alcoolisme, promiscuité, malnutrition, etc...) se retrouvent pour la plupart dans les rues, couchant à même le trottoir dès le plus jeune âge. Des bandes se forment vivant, qui du vol à la tire, qui de mendicité. Pour tromper la faim, la souffrance, ils s'abandonnent à la drogue, ce dès la plus tendre enfance ! Les plus grands deviendront chiffonniers vivant dans les immondices et « prospérant » sur les déchets de la société de consommation réservés aux quelques « happy few », les filles, elles, se « spécialisent » dans le plus vieux métier du monde, la prostitution.

Devant ce spectacle, le témoignage ne suffit plus. Il faut aller plus loin pour que l'amitié entre les peuples puisse enfin briser le cercle infernal de la misère et de la faim, de la maladie et de la malnutrition, de la corruption et de la prostitution. En cette année de

l'enfance, comment résister passivement devant cet étalage de souffrances indicibles dont sont victimes avant tout ces gamins, qu'ils soient de Bogota ou d'ailleurs.

Patrick KAMENKA

Film colombien de C. Duran.



Pour la première fois sans doute dans les lettres d'Israël, un Arabe a un rôle important et positif dans un roman. Les amours maladroites, mais dénuées de préjugés de la Juive Dafi et de l'Arabe Naim sont porteurs de grands espoirs. (éd. Calmann-Lévy).

■ **Les Kurdes** : Les chiffres disent qu'ils sont environ 17 millions ! Ecartelés entre l'Irak, la Turquie, l'Irak, la Syrie et l'URSS; opprimés par les impérialismes « secondaires » de nations elles-mêmes exploitées en partie, ayant eu toutes les promesses possibles des grandes puissances, les Kurdes sont aujourd'hui très conscients de leur culture nationale prestigieuse, de la richesse de leurs terres et surtout du rôle primordial qu'ils assurent à la charnière de plusieurs pays-clé. Le détonateur de guerres futures ? Le livre collectif « Les Kurdes et le Kurdistan » est le meilleur en français sur la question. (éd. Maspéro).

■ **Shosha** : Par Isaac B Singer, ce nom de femme résume une histoire d'amour dans la Varsovie juive, « yiddishophone », de 1939, alors que la tempête se précise, qu'Hitler vocifère de l'autre côté de la frontière, que les antisémites locaux relèvent la tête. Les Hassidim attendent le Messie en chantant, le héros écrit une pièce pour une actrice du théâtre yiddish de New York, le ghetto vit ses petits problèmes quotidiens. Tous, ou presque, seront emportés dans une tourmente inouïe. (éd. Stock).

■ **Poésie et apartheid** : *Les gueuleurs de l'aube* que J. Alvarez-Péreyre publie aux Presses Universitaires de Grenoble est une savante et très riche étude, parsemée d'extraits en anglais ou traduits, sur la poésie et la littérature des Noirs d'Afrique du Sud qui résistent à l'apartheid et donnent une voix prodigieuse à leur peuple. Une pépinière de talents, un florilège de poèmes envoûtants, un tableau exhaustif de la culture sud-africaine aujourd'hui. (éd. Presses Universitaires de Grenoble).

■ **Libres antennes, Ecrans sauvages** : Depuis des années, une contre-culture, qui refuse celle, normalisée des des mass-médias officielles, se crée, se bâtit. Ce numéro 17 de la revue « Autrement » dresse le bilan des expériences nouvelles de la communication audiovisuelle, à partir de l'expérience d'animateurs sociaux-culturels, d'élus locaux, d'enseignants, de militants politiques et syndicaux, de régionalistes, de chercheurs, de certains administrations. Un document, des adresses pour tous ceux qui veulent que la vie de la cité soit l'affaire de tous ! (« Autrement », c/o Le Seuil).

**dumage et maurel**



**CRAVATES/BRETELLES/CEINTURES**  
8 rue Alibert - 75010 Paris ☎ 202 17-28  
Telex : ETRAVE 22064 F 4575

**les éditions ouvrières**



on n'a pas besoin  
d'être anti-juifs  
pour être raciste...

Déportée à 14 ans  
Magda témoigne.

**Pompes Funèbres et Marbrerie Funéraire  
MARBRERIE DE BAGNEUX**

**Jacques BANATEANU**

Evite aux familles toutes démarches pour inhumations - Toilettes mortuaires  
Lincoils - Transports de corps Paris Province, Israël et tous Pays  
Achats de terrains, constructions de caveaux  
Monuments, Gravures, Photos, Portraits  
Maison conventionnée

**122, avenue Marx Dormoy  
92120 MONTROUGE**

(face la Porte principale du cimetière de Bagneux) Téléphone : 656.74.74 +

**FABRIQUE  
DE BOUCLES-BOUTONS**  
ARTICLES DE PARIS

BUREAUX ET ATELIERS :  
11, Rue Saint-Luc PARIS 18<sup>e</sup>  
Tél. : ORNemo 51.69

105, BOULEVARD MAGENTA  
PARIS X<sup>e</sup>  
TEL. : TRUDAINE 03-28

**PUBLICATIONS MANDEL**

**à votre service**

Officiel du Prêt-à-Porter    Annuaire Professionnel du Prêt-à-Porter    Officiel des Textiles

Tarifs de publicité et abonnements :

CIT - BP 262 - 3, rue de l'Arrivée,  
75749 PARIS Cédex 15  
Tél. 538.71.50

**JERSEYS DE LUXE**

**TRICOTS DE LUXE**

*Margaret*

5, Rue Magenta - 93-PANTIN  
Téléphone : 845-39-40 et 39-41  
MÉTRO : PORTE DE LA VILLETTE

*Libet*

**PARIS 3<sup>ème</sup>**

19, RUE BERANGER ☎ 272.82.82 - 278.47.27

■ pleins feux ■ pleins feux ■ pleins feux ■ pleins feux ■

## coco-la-fleur

**Pour une fois, cette année, les Guadeloupéens rentrés au pays en juillet dernier auront pu voir sur les écrans des salles de cinéma, même dans des petites communes, un film guadeloupéen.**

Le fait est plus que rare : il s'agit en réalité d'une première. En effet, le seul film « antillais » de long métrage dont on ait pu parler jusqu'à présent était le film de Jérôme Kanaï : « En l'autre bord ». Réalisé en métropole par un cinéaste métropolitain, il traitait des conséquences néfastes du racisme sur l'équilibre mental d'une femme martiniquaise immigrée. Par contre, le film de Christian Lara, « Coco-la-Fleur », a été réalisé sur place, en Guadeloupe, et traite de la vie politique antillaise. En outre, les dialogues sont en créole. Le plus étonnant est qu'il ne s'agit pas d'un film tourné en noir et blanc avec une caméra d'amateur et des comédiens d'occasion par quelques militants convaincus, mais d'un « grand » film en couleurs, réalisé de façon très honorable et fort bien accueilli par le grand public.

Coco-la-Fleur donc — David Boyer pour l'état civil — est ce qu'on appelle un citoyen paisible, et cela d'autant mieux qu'il ne lui est jamais venu à l'idée de se demander ce que signifiait « citoyen ». Il est de ceux « qui ne font pas de politique ». En revanche, sa forte personnalité et la sympathie qu'il suscite tout naturellement ont fait de lui un personnage très populaire auprès de ses compatriotes. C'est ce qui le perdra. Nous sommes en effet à la veille des élections et dans le parti de la majorité, on est bien soucieux : c'est que le candidat risque fort de ne pas faire le poids face au candidat de l'opposition. Qu'à cela ne tienne ! Il suffira de trouver un candidat « populaire » et « apolitique » sur lequel se porteront au premier tour les suffrages de tous les braves gens qui craignent les « politicards » et le changement. Au second tour, cet homme de paille se désistara en faveur du candidat « officiel ». C'est ici, mais vous l'avez déjà compris, que Coco-la-Fleur entre en scène dans le rôle du candidat idéal. Et tout semble se passer comme prévu. Mais... on n'initie pas impunément un naïf aux combines politiques, c'est prendre des risques que de confronter à certaines réalités un joyeux compère insouciant, certes, mais qui n'a pas les yeux dans sa

poche. Coco-la-Fleur ayant pris conscience du rôle qu'on a voulu lui faire jouer, et des vrais problèmes, décide de maintenir sa candidature. Mais Coco-la-Fleur devenu Coco-le-général, sera assassiné entre les deux tours. La politique n'est pas faite pour les amateurs. Une certaine politique n'est pas faite pour les honnêtes gens.

### du réalisme ...

La partie du film qui traite des combines politiques mises en œuvre pour l'élection du candidat gouvernement est réaliste.

Le cinéma américain a souvent dénoncé les pratiques politiques qui dénaturent le système démocratique ; le cinéma français beaucoup moins. Il y a, en France, un grand respect du pouvoir : les gens n'ont jamais vraiment cru, au fond, que leurs députés étaient leurs représentants, c'est-à-dire

leurs serveurs et non leurs chefs. Mais, même là où les chefs sont respectés, ils le sont dans la mesure où l'on sait ou croit qu'ils agissent dans l'intérêt de leurs sujets, et non dans leur intérêt personnel ou l'intérêt exclusif d'un groupe.

Aux Antilles, il est de plus en plus difficile de croire cela, d'où la nécessité de manipuler l'opinion publique pour garder le pouvoir ou le conquérir. Ce n'est un secret pour personne ; il était bon qu'un film le montre.

### ... au western

Il est dommage que le style western dans lequel est traité le dénouement — l'assassinat de Coco-la-Fleur — plonge le spectateur dans le climat des films d'action américains où la réalité n'est qu'un prétexte à s'évader dans un monde imaginaire de héros-gangsters préfabriqués. Coco-la-Fleur a un ami dont il est inséparable, personnage de comédie assez farfelu qui se promène toujours avec deux pistolets aux côtés. Ceux pour qui Coco est devenu gênant vont manipuler son ami pour qu'il l'abatte un jour en pleine rue — Pan ! Pan ! — comme au cinéma... Nous disons « comme au cinéma » parce que, si de tels événements se sont en effet produits dans d'autres pays, ils ne correspondent à aucun fait récent de la vie politique antillaise, contrairement aux intrigues et aux luttes d'intérêt décrites par le film. En sortant du cinéma après la mort « hollywoodienne » du héros, les spectateurs ont peut-être le sentiment d'avoir assisté à la fin d'un épisode de « mission impossible » plutôt que d'une tranche de vie guadeloupéenne.

Et c'est d'autant plus regrettable que la réalité aurait pu offrir de fort beaux exemples d'élimination d'hommes politiques antillais par des méthodes enracinées dans la vie antillaise même : la calomnie, le coutelas, la sorcellerie. On se prend à rêver à ce que donnerait à propos d'un cas particulier une de ces enquêtes minutieuses et acharnées comme en font parfois les grands journalistes (surtout au cinéma, il est vrai...). Mais c'est un rêve : les conspirations du silence reposent encore sur des bases solides. Tel qu'il est, le film de Christian Lara est, dans le contexte actuel, très courageux et bienvenu.

Enfin, le grand public a surtout été sensible aux scènes de la vie antillaise — le linge lavé à la rivière, le carnaval, etc — qui furent regardées avec d'autant plus de plaisir que leur représentation est rare. L'étonnement et le plaisir ne furent pas moins grands d'entendre parler créole « sur l'écran ». L'acteur Robert Liensol, interprète de Coco, anticipe lorsqu'il affirme que « Coco-la-Fleur Candidat » est en somme un film de fiction parmi d'autres et qu'il doit être regardé avec le même esprit critique et la même distance que d'autres œuvres de fiction : pour le moment, il faut laisser le public antillais à sa joie de voir sa vie représentée par un des siens, et non plus exploitée, caricaturée et folklorisée.

Se libérer de l'oppression culturelle, c'est d'abord cela : parler en son propre nom, sans passer par un porte-parole.

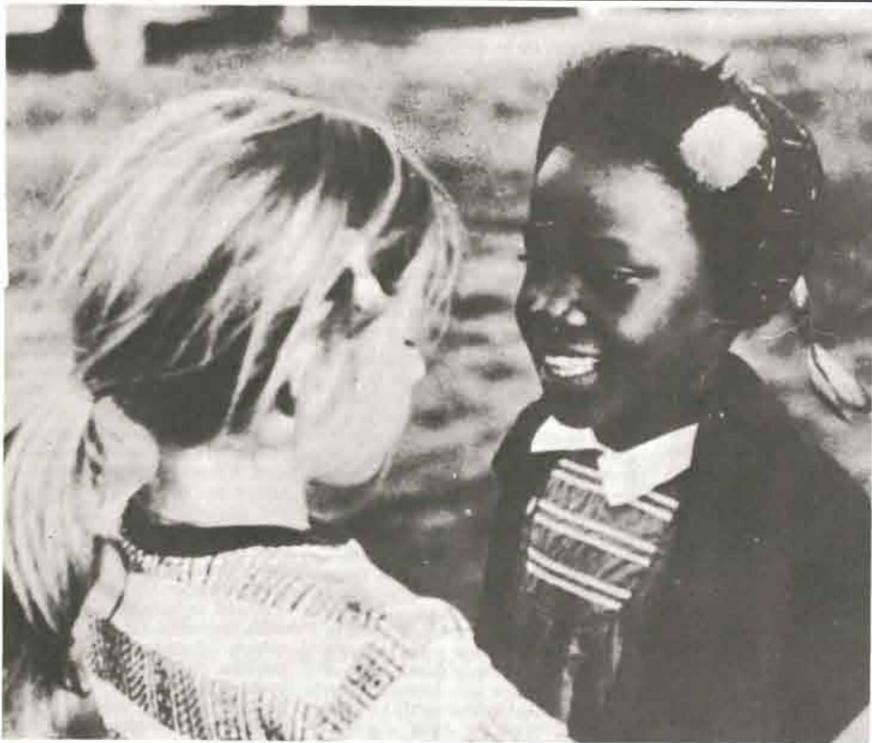
Félix LAMBERT

Coco-la-Fleur candidat  
Film guadeloupéen de Christian Lara

Derrière les sourires officiels, la volonté d'être soi-même.



## ■ éducation à la fraternité c.l.e.p.r. ■



d.r.

# mon enfant devient raciste

« Je crois que mon enfant devient raciste ! Que faire ? ». Tel est le titre d'un article paru dans l'Ecole des Parents d'avril 1978, sous la signature de Mme Roselyne Cordier. Comme nous-mêmes l'avons fait souvent, l'auteur constate que l'apparition du racisme est relativement tardive chez l'enfant : c'est « vers 4, 5 ou 6 ans », à un certain stade de sa prise de conscience, qu'il « sera porté ... à regarder autour de lui et à voir avec étonnement souvent, cruauté parfois, d'autres enfants qui ne sont pas comme lui ». C'est à l'école qu'il sera surtout frappé de ces différences et que vont « éclater tous ses étonnements ».

Mme Cordier note très justement que les différences proprement raciales ne sont pas les seules, peut-être pas même les principales à attirer l'attention de l'enfant : c'est à l'école aussi que « les enfants apprennent les rapports d'argent : le père chômeur ou celui qui a une belle voiture »...

Et voici l'essentiel de sa réponse au « Que faire ? » : elle indique très sobrement, à la fin de son article, les voies à suivre par l'éducateur soucieux de ne laisser s'implanter ni les préjugés de classe

ni les préjugés racistes : il s'agit d'aider l'enfant à « découvrir non pas le manque, le moins, le pas pareil, mais le plus à gagner, le plus à vivre, l'enrichissement qu'apportera l'enfant différent de nous ; et c'est alors que le racisme pourra « devenir fraternité ».

Une étude plus récente parue dans l'Éducation (n° du 19 octobre 1978) sous le beau titre : « Nous sommes tous des étrangers » se rapporte plus spécialement aux conditions spécifiques, exclusives de tout racisme, de la cohabitation

harmonieuse, sur les bancs de l'école, des enfants français et étrangers : selon l'auteur, M. Maurice Guillot, « la perspective majeure » est ici « celle d'une éducation interculturelle, garantissant d'une part l'insertion des élèves étrangers dans l'école et la société françaises, et préservant d'autre part la langue et la culture originelles de ces enfants, leur permettant notamment de ne pas se couper de leurs racines, de retourner dans leur pays s'ils le souhaitent et d'y suivre une scolarité normale. C'est pourquoi se développent, depuis quelques années, des actions concertées sur un plan intergouvernemental, visant à mettre en place, dans le cadre du tiers temps pédagogique, un enseignement des langues et des cultures d'origine, donné par des maîtres venant des pays concernés, recrutés et gérés par ceux-ci ».

M. Guillot fait ici allusion aux importants travaux menés sur la question par le C.R.E.D.I.F. (colloque des 9, 10 et 11 octobre à Paris), travaux dont il sera rendu compte dans un article ultérieur.

Il n'ignore pas les difficultés à vaincre : car « les obstacles sont nombreux », et « l'école française comme d'autres, a tendance à la fermeture sur soi ».

Ces difficultés ne lui paraissent cependant pas insurmontables ; de toute manière, « l'interculturalisme, l'enseignement conjoint de la langue et de la culture du pays d'accueil, de la langue et de la culture du pays d'origine, constitue bien la voie à suivre vers une connaissance et un respect de l'autre qui, en définitive, sont les plus hautes valeurs de la communauté des hommes ».

Marc-André BLOCH

## c.l.e.p.r.

« Education à la Fraternité » est la rubrique mensuelle du Centre de liaison des éducateurs contre les préjugés raciaux (C.L.E.P.R.)

Le C.L.E.P.R. développe ses activités en organisant des rencontres et des débats entre éducateurs, en favorisant l'échange d'expériences entre enseignants, en leur fournissant de la documentation

Président d'honneur : Marc-André Bloch. Présidence : Yves Boulongne, Jean Pihan, Olga Worrser-Migot.

Montant de la cotisation :  
 Membre actif : 10 F.  
 Membre donateur : 20 F. Membre bienfaiteur : à partir de 30 F.

L'adhésion au C.L.E.P.R. donne droit à 2 numéros gratuits de droit et liberté par an.

Adresser les adhésions au C.L.E.P.R. - 120, rue Saint-Denis - 75002 Paris avec un chèque postal (3 volets) à l'ordre de Mlle Baboulene. Institutrice - C.L.E.P.R. (C.C.P. 18 177 35 Paris).

# haut les masques

Ce n'est ni la première, ni la dernière fois, que nos amis éducateurs d'Amiens nous font part de leurs bonnes idées. Déjà en 1975, ils avaient réalisé un concours de dessins d'enfants, dont une page d'Éducation à la Fraternité a rendu compte (numéro d'octobre 1975). Et bientôt, sans doute, nous publierons en « dossier » le résultat d'une enquête auprès des enfants et des jeunes, ainsi que pas mal d'autres éléments de travaux dont ils ont eu l'initiative, notamment l'analyse des réponses que notre amie Marie-Odile Desjonquères, membre du Comité de leur ville, a reçues à la suite de son « appel » dont notre numéro de mars 1978 (p. 25) s'était fait l'écho. En attendant, voici le récit d'une initiative des plus originales, qui a obtenu un grand succès.

Jean Pihan

Le dimanche 25 juin 1978, le service culturel de la ville d'Amiens avait organisé, avec une quarantaine d'associations locales, « La Fête dans la ville ». Tout le centre d'Amiens était ouvert aux piétons et chacun pouvait aller de l'espace danse à l'espace musique, après avoir rencontré le théâtre, les marionnettes,

les funambules et les cracheurs de feu. Chacun pouvait vivre sa fête et celle des autres : associations de quartiers, groupes folkloriques, troupes de théâtre et militants.

Le comité d'Amiens du mrap, qui a porté l'antiracisme au rang d'animation

culturelle (sans pourtant abandonner la riposte énergique aux agressions) était « de la fête ». Et c'est un comité qui ne néglige pas la jeunesse et l'enfance. Nos militants, après s'être initiés aux subtilités du maquillage auprès de la Compagnie J.M. Bonillo, eurent l'idée de donner aux enfants (et même aux adultes !) ... les couleurs de peau d'un autre peuple. L'idée était bien simple : témoigner que la couleur de la peau a moins d'importance que d'aucuns le disent, puisque, au gré d'un maquilleur, on peut devenir noir, jaune ou blanc. Au stand du mrap, toutes les couleurs de l'arc-en-ciel, même le bleu, le rouge ou le vert, étaient confondues. Sans besoin de discours, les enfants comprenaient que notre vocation est l'amitié entre tous les peuples. La « propagande » se faisait de l'un à l'autre, chacun invitant d'autres enfants à se faire maquiller à son tour.

La dépense engagée se monta à peu près à 500 F. : nous avions eu une petite subvention. Une vingtaine d'amis s'occupèrent du maquillage tout au long de la fête. Il y eut même des volontaires non prévus initialement. Les parents pouvaient consulter *droit et liberté* et différents ouvrages antiracistes. Et bien des gens présents à la fête parlent encore aujourd'hui de cet « homme de toutes les couleurs » : le livre si beau de Pierre Paraf contribua certainement à les familiariser avec cette expression.

Le comité d'Amiens



Cet été, découvrez la Grèce

Notre village de vacances d'Ermioni face à la mer, près de deux petits ports pittoresques sera un excellent point de départ pour visiter l'Argolide.

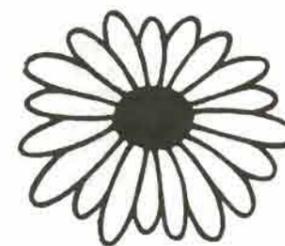
Séjours de 2 et 3 semaines au départ de PARIS : de 2720 à 3990 F/personne

Pour de plus amples renseignements, retournez ce coupon à TOURISME ET TRAVAIL 187/189, Quai de Valmy - 75010 PARIS - Tél : 203.96.16

NOM .....

Adresse .....

désire recevoir une documentation sur Ermioni.



maillots de bain

# bilytis

PARIS



De l'avis des spécialistes, la fête du mrap a fait bonne figure, ce ne sont pas ces joyeux drilles qui nous démentiront.

## dix mille à pantin

Les deux jours de fête qui ont eu lieu à Paris, les 19 et 20 mai, représentent la plus importante manifestation que le mrap ait jamais connu.

Grâce à la couverture de presse, mais aussi au travail militant, le mrap a rassemblé à l'Hippodrome de la Porte de Pantin, près de dix mille personnes. Ce ne sont pas seulement les efforts des six derniers mois, mais la lutte quotidienne contre le racisme qui a fait que tant du point de vue politique que du point de vue spectacle, la fête du mrap a été un immense succès.

Samedi matin, 7h, les militants installent les derniers stands, les artistes commencent à arriver avec le soleil. L'angoisse grandit, c'est la première manifestation de ce type que les antiracistes français organisent.

Depuis la veille, tous s'afféraient pour que cette fête soit à l'image du mrap et de ceux qui le composent.

Après une ouverture difficile, la Porte de Pantin s'anime. En fin de matinée, on commence à se sentir moins seul. Le soleil est bien haut. On serre quelques mains. On reconnaît quelques visages.

Puis, tout d'un coup, cela démarre. Partout, simultanément, sous l'Hippodrome, sous le chapiteau des stands, au restaurant, c'est la fête.

Des petits groupes se promènent, discutent entre eux, interpellent les militants dans les stands et les vendeurs de droit et libéré. Le soleil aidant, le public

se réchauffe. Les rapports organisateurs-spectateurs sont vite dépassés et les blagues vont bon train.

Attirés par les spectacles, mais aussi par la lutte antiraciste, les gens se pressent autour du stand du mrap pour féliciter les organisateurs. On entend de-ci, de-là : « C'est pas cher », « C'est tranquille », « Vous avez pris des risques », « C'est pour cela que nous sommes venus », « Allez-vous recommencer ? ».

Oui, la fête du mrap était un endroit tranquille où l'on pouvait assister à des spectacles aussi différents que le « Chant Profond Juif » et le groupe rock « Factory ». Comme dirait Escudero : « Certains pouvaient écouter de la musique en groupe, d'autres en couple ».

De la musique, il y en avait. De 9h à 24h, les deux jours se sont succédés une trentaine de groupes de tous les styles, et venant du monde entier. Parmi eux, certains se sont produits sur une « scène ouverte » le matin et sur un « podium » dans le chapiteau des stands, l'après-midi.

Si officiellement la fête s'ouvrait avec les « Indiens Sioux », le spectacle avait commencé bien avant avec « Saga », un groupe français dont l'humour n'a d'égal que la franchise et la simplicité avec laquelle il s'exprime.

Puis se sont succédés deux groupes rock, « Tract » et « Précieux Sang ». Ces trois groupes se sont retrouvés l'après-midi sur le Podium où ils se présentaient une heure chacun entre deux débats.

Pendant cette première journée aussi, se produisait le clown « Jacquot ». Plusieurs apparitions de ce surprenant personnage ont contribué à créer une ambiance familiale sous le chapiteau des stands.

Le dimanche, 5 groupes se produisaient : « Françoise et Hervé », « Digital », « Yemba », « Paul Ercival » et « Serge Laberrenne ».

Ce podium a laissé la parole à ceux que la radio et la TV délaissent. La fête du mrap leur profitera peut-être.

## une grande scène

Sur la grande scène, se déroulaient les spectacles traditionnels. Musique non stop, la fête du mrap innovait en matière de fête. En effet, attirer un public avec un programme aussi éclectique que celui proposé n'était pas évident.

Mario Nolla, Toto Bissainthe, El Orhane, Jean Ganines, Roger Mason, Plurielle, Ismael Touré, Patrick Séchet, Fernando Marqués, David Rose, En Nasr, Marcel Dadi, Jimmy Gourley, Martin Saint-Pierre, Jean-Marc Trassard, Mama Béa Tékielski, Sugar Blue.

Folk français et américain, blues, reggae, jazz, jazz-rock, rock variétés, ragtime... Le mrap ne présentait pas les vedettes du moment qui inondent et embou-

## grâce aux militants

Pendant des semaines, de nombreux militants ont participé à la préparation de la fête avant d'assurer le succès de son déroulement. On a pu lire dans notre précédent numéro la liste des services et des responsabilités assurés.

Soulignons l'activité intense des comités parisiens (5<sup>e</sup>-6<sup>e</sup>, 10<sup>e</sup>, 15<sup>e</sup>, 17<sup>e</sup>, 18<sup>e</sup>, 19-20<sup>e</sup>), de ceux des départements de la région parisienne : Versailles, Plaisir, Elancourt (Yvelines), Massy, Evry, Longjumeau (Essonne), Asnières-Gennevilliers, Colombes, Malakoff, Nanterre (Hauts-de-Seine), Saint-Denis, Montreuil, Rosny-sous-Bois, Neuilly-Plaisance, Sevran (Seine-Saint-Denis), Boissy-Saint-Léger, Champigny, Choisy-le-Roi, Ivry, Orly (Val-de-Marne). Des militants particulièrement nombreux étaient venus d'Amiens, Evreux, Clermont-Ferrand.

Le restaurant était, pour l'essentiel, organisé par les comités d'Auvergne (Clermont-Ferrand, Vichy, Montluçon) et les bars par celui de Paris-18<sup>e</sup>. Le Comité de Nantes présentait son exposition de dessins d'enfants. Les comités suivants étaient également représentés à la fête : Dijon, Toulouse, Montargis, Orléans, Nancy, Lille, Béthune, Lyon, Annecy, Rouen, Limoges.

teillent les ondes radiophoniques, mais un spectacle de qualité regroupant le maximum de cultures.

Connaissance des cultures, connaissance et amitié entre les peuples, droit à la différence, le programme artistique était conçu avec « l'esprit mrap » : favoriser les échanges pour faire face à l'ignorance.

Ce pari difficile à tenir a pourtant été gagné.

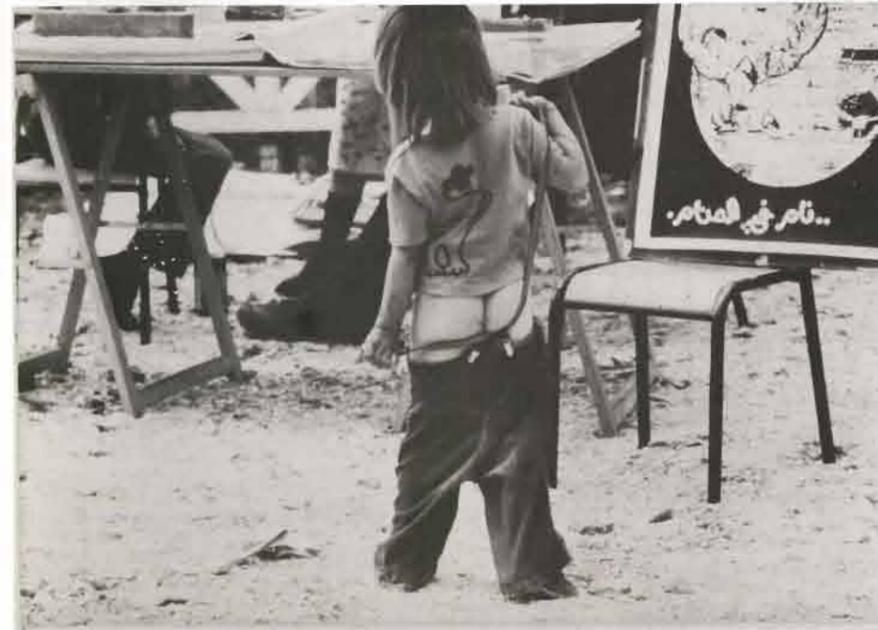
Les gens ont réalisé à quel point il pouvait être enrichissant de connaître les us et coutumes, les problèmes et les préoccupations de ceux qui vivent où qui viennent de là-bas : d'Amérique, d'Afrique, des Antilles ou bien d'Europe.

Enfin, comment pourrions-nous suffisamment remercier Claude Villers, l'animateur de France-Inter, pour le ton qu'il sut donner à l'ensemble. Centrant chaque fois par une anecdote, une réflexion, les spectacles autour de la lutte contre tous les racismes, il devait donner par sa culture, sa gentillesse et son talent un tour élevé et détendu à ces deux jours de musique.

## les débats

Cet esprit, cette soif de connaissances se sont manifestés toutes les deux heures au cours des débats proposés près du stand du mrap. « L'apartheid dans le sport », « L'antisémitisme en URSS », « Antisémitisme et néonazisme en France aujourd'hui », « La situation légale et administrative des immigrés », « Décolonisation en Namibie et au Zimbabwe », « Contre le racisme, pour l'amitié entre les peuples, le mrap », « Racisme aux USA », « L'opinion publique face au racisme », « DOM-TOM, une situation colo-

Hop ! un coup à droite ; hop ! un coup à gauche ! la fête du mrap est aussi une fête familiale.



droit et libéré ■ n° 381 ■ juin 1979



Plurielle, deux jeunes filles qui chantent la libération de la femme.

niale ? », « L'immigration, un produit du développement inégal de l'humanité », « L'apartheid en Afrique du Sud », « Le racisme face à la Science », tels étaient les sujets de réflexion évoqués à cette occasion et proposés par Jean-Louis Sagot Duvaurox.

Ces discussions ont connu une grande participation. Il en a été de même autour du stand du mrap, au restaurant et ailleurs. Deux points ont particulièrement suscité les débats : l'apartheid et les immigrés.

Grâce aux efforts du mrap, aujourd'hui plus personne ne reste insensible à ces questions. Les interventions de Pierre Paraf et d'Albert Lévy étaient ponctuées par de chaleureux applaudissements, surtout quand l'un ou l'autre des orateurs dénonçait l'apartheid et ce fut une vérita-

ble acclamation lorsque Georges Pau Langevin stigmatisa « les contrôles humiliants dans le métro ».

Un autre point important, relatif à l'action du mrap : la composition du public et sa motivation. Ces deux jours de fête ont confirmé le côté mobilisateur de l'antiracisme et, côte-à-côte se sont retrouvés jeunes et... moins jeunes, Français et immigrés. Les victimes de tous les racismes étaient présentes, venues apporter leur soutien au mrap.

La fête du mrap a permis à la lutte antiraciste de faire un grand bon en avant, de resserrer les liens d'amitié qui unissent les militants du mrap. De cette fête s'est dégagée une chaleur humaine qui ne restera pas sans suite.

Marc MANGIN

Il est temps de se ravitailler au stand restaurant.



photo philippe delépine

photo gerard marini



créations ergé, prêt à porter,  
société anonyme capital de 100 000 frs  
87, rue de sèze 69451 Lyon cédex 3  
tél. (78) 24 24 01 télex 380675

CRÉATION PRESTIGE

**Naty Patt**

FABRICANT - PRÊT À PORTER STYLE JEUNE

8, RUE ROMARIN, 69001 LYON  
TÉLÉPH. (78) 28.55.24

case réservée

case réservée à R. et C.

**Ets. GLUZMAN et Cie**

24, rue des Petites Ecuries  
75010 Paris - Tél. : 824.53.68

imprimerie  
raymond weill

spécialiste de la liasse et du carnet  
(duplication par carbones  
ou papiers autocopiants).

imprimés commerciaux,  
administratifs, comptables,  
mécano-comptables.

impressions publicitaires.

117, RUE DES PYRÉNÉES  
75020 PARIS  
☎ 371 28-00

MAISON FONDÉE EN 1920

ARTICLES DE VOYAGE

**BITTER**

55, Rue du Faubourg Saint-Antoine  
75011 PARIS  
Téléphone : 343-44-71

trente ans

dans la lutte

Dans le chapiteau voisin de celui du spectacle, près de 50 associations présentaient, dans des stands, leurs informations, leur action : le mrap avait tenu à offrir ainsi à ceux qui le souhaitaient la possibilité de s'exprimer en direct dans ce rassemblement ouvert à toutes les préoccupations des victimes du racisme, des peuples opprimés.

Outre ces organisations de tendances très diverses, d'autres avaient tenu à marquer leur solidarité avec l'action du mrap par la présence de délégations ou par des messages.

Autour de Pierre Paraf, président du mrap, des vice-présidents Charles Palant, George Pau-Langevin, l'abbé Jean Pihan, le professeur François Grémy, nous avons noté, entre autres, la présence de : Théodore Monod, membre de l'Institut; une délégation de la C.G.T. : Gérard Gaumé et Gérard Deiss, secrétaires confédéraux, François Lançon (secteur Immigration), Pierre Préneron, secrétaire fédéral du syndicat C.G.T. de la Police; une délégation de la C.F.D.T. conduite par Hubert Lesire-Ogrel, secrétaire national; le Syndicat National des

Chercheurs Scientifiques (FEN), M. Mourgues; une délégation du P.C.F. : Henri Martin et Guy Poussy, membres du Comité Central, Maxime Kalinski et Lucien Villa, députés, Charles Lederman, sénateur, Henri Meillat, Conseiller de Paris, Fernand Valignat; une délégation du P.S. : Charles Elbaz, maire-adjoint d'Alfortville, représentant le groupe socialiste à l'Assemblée Nationale, Bertrand Delanoé, membre du comité directeur, Premier Secrétaire adjoint de la Fédération de Paris, Claude Pigement, membre du Bureau fédéral de Paris, plusieurs représentants de la Fédération de la Seine-Saint-Denis; une représentation de la Ligue Communiste Révolutionnaire; le Père Bernard Guillard, secrétaire de la Commission Catholique Episcopale des Migrants; le pasteur Paul

Guiraud, secrétaire du Comité contre le racisme de la Fédération Protestante de France; le pasteur André Dumas; Mes Armand Dimet et Roland Rappaport, représentant le Syndicat des Avocats de France; Paul Didier, secrétaire général et Robert Dalian, vice-président de la Libre Pensée; Joelle Pitkevitch et Jérôme de Mautort, du Bureau National de l'U.-

télégramme  
de Kurt Waldheim  
secrétaire général  
de l'Onu

A l'occasion de son trentième anniversaire, j'adresse au Mouvement contre le Racisme et pour l'Amitié entre les Peuples mes sincères félicitations ainsi que mes meilleurs vœux de succès pour la réalisation de ses nobles objectifs.

Par son sens de la justice et l'activité inlassable dont il fait preuve en vue de parvenir à la réalisation de ses objectifs, le mrap se situe dans la meilleure tradition humanitaire conforme aux principes de la Charte des Nations-Unies et de la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme.

C'est pourquoi je suis heureux de m'associer à vous aujourd'hui pour célébrer et promouvoir l'amitié entre les peuples.

Genève, 17 mai 1979

Désireux de m'informer et de soutenir l'action contre le racisme, pour l'amitié entre les peuples

J'adhère au m.r.a.p. ■  
Je m'abonne à droit et liberté ■



Nom (en capitale) .....

Prénom ..... âge .....

Profession .....

Adresse .....

Code postal ..... Ville .....

Le montant de la carte d'adhésion (à partir de 50 francs) est laissé à l'appréciation du souscripteur, selon ses possibilités, compte tenu de la nécessité d'apporter le soutien le plus efficace à l'action du mrap.

Abonnements d'un an à droit et liberté (50 F). Abonnement de soutien (100 F). Étranger (75 F). C.C.P. 9239-81 Paris. ■ Rayer la mention inutile.

mouvement contre le racisme et pour l'amitié entre les peuples (mrap)  
120, rue saint-denis - paris (2) - tél. : 233.09.57 - c.c.p. : 14-825-85 paris

PRÉSIDENT : Pierre PARAF ;  
VICE-PRÉSIDENTS : Charles PALANT, Abbé Jean PIHAN, M<sup>e</sup> George PAU-LANGEVIN, Dr François GREMY ;  
SECRÉTAIRE GÉNÉRAL : Albert LÉVY ;  
COMITÉ D'HONNEUR : Henri ALLEG, Georges AURIC, Robert BALLANGER, Bâtonnier Albert BRUNOIS, Aimé CESAIRE, Charles de CHAMBRUN, André CHAMSON, Louis DAQUIN, Alain DECAUX, Hubert DESCHAMPS, Henri DESOILLE, Maurice DRUON, Pasteur André DUMAS, Henri FAURE, Jean FERRAT, Max-Pol FOUCHET, Jean HIERNIAUX Pierre JOXE, Alfred KASTLER, Jean LACOUTURE, Bâtonnier Bernard LASSERRE, Michel LEIRIS, Gérard LYON-CAEN, Jacques MADAULE, Albert MEMMI, Robert MERLE, Théodore MONOD, Henri NOGUERES, Étienne NOUVEAU, Jean PICART LE DOUX, Marcel PRENANT, Alain RESNAIS, Guy RIOBE, Emmanuel ROBLES, Armand SALACROU, Jean-Paul SARTRE, Laurent SCHWARTZ, Georges SEGUY, Jean SURET-CANALE, Alain TERRENOIRE, Jacqueline THOME-PATENOTRE, VERCORS, Jacqueline VICTOR-BRAUNIER, Docteur Pierre WERTHEIMER, Bernard ZEHRFUSS.

Mouvement contre le Racisme et pour l'Amitié entre les peuples est le nouveau titre que s'est donné le Mouvement contre le Racisme, l'Antisémitisme et pour la Paix, par le vote de son congrès des 26-27 novembre 1977.

Poursuivant son action de toujours, le mrap réaffirme sa volonté de combattre avec une égale vigueur tous les aspects du racisme, quels qu'en soient les auteurs ou les victimes, en quelque lieu que ce soit.

Défendant les droits et la dignité de tous les hommes, dans le respect de leur identité, il œuvre pour l'amitié entre les peuples, condition majeure de la paix.

droit et liberté ■ n° 381 ■ juin 1979

Les plus beaux vêtements  
de peau pour homme  
dans le monde  
sont fabriqués en France par

ZILLI

A PARIS

JOHN CHARLES

Passage du Lido  
78, Champs-Élysées

ASTUS

51, Chaussée d'Antin - 75009 PARIS  
Tél. : 874.24.43.



électre

131-133, RUE DE TURENNE, 75003 PARIS

☎ 272 91-72 - 887 40-60

**MITSUBISHI**  
MACHINES A COUDRE  
MOTEURS A EMBRAYAGE

UNITAS  
A POINTS  
INVISIBLES

IMPORTATEUR EXCLUSIF  
**Princess**  
INDUSTRIELLES  
ET FAMILIALES

**Universal**

S. A. AU CAPITAL DE 600.000 F. - 552019622 B R. C. PARIS  
37, Bd VOLTAIRE, 75011 PARIS - TEL. : 700 00-17  
Pièces détachées et renseignements - 700-60-39

CRÉATIONS

**Annie Marcel**  
PRÊT A PORTER DE LUXE

30, Rue du Caire  
75002 PARIS - Tél. : 236-47-59  
508-08-45



LA BAGAGERIE

Signe la Mote du Sac

13 RUE TRONCHET	265 03 40
41 RUE DU FOUR	548 85 88
74 RUE DE PASSY	527 14 49
TOUR MONTPARNASSE	538 65 53

LYON - LA PART-DIEU  
NEW YORK - 727 MADISON AVENUE  
TOKYO - 5-5 GINZA

## trente ans

N.E.F.; Fabrice Lecomte, du Bureau National de l'Union des Grandes Ecoles; Jean-François Rossi, secrétaire général de la F.R.U.F.; les historiens Olga Wormser-Migot, Lionel Richard.

### messages

Par ailleurs, le mrap a reçu, pour son 30<sup>e</sup> anniversaire et pour la fête, de très nombreux messages. Ils émanent des personnalités et organisations suivantes: François Jacob, Prix Nobel de Médecine; Gaston Defferre, président du groupe socialiste à l'Assemblée Nationale; le député Alain Vivien; le Mouvement des Radicaux de Gauche (Thierry Jeantet, secrétaire national); Roger Chinaud, président du groupe U.D.F. à l'Assemblée Nationale; Gaston Pams, président du groupe de la gauche démocratique au Sénat; Michel Germa, président du Conseil Général du Val de Marne; Henri Noguères, président de la Ligue des Droits de l'Homme; Marcel Paul, ancien ministre, président de la Fédération Nationale des Déportés et Internés, Résistants et Patriotes; la section française du Mouvement International des Juristes Catholiques (Pax Romana); l'Association de Solidarité Franco-Arabe; le Groupement pour le droit des minorités; Haroun Tazieff; Michel Piccoli; les écrivains Albert Memmi, Jean et Simone Lacouture, Tony Lainé; l'abbé Pierre, le Père Maurice Barth; les Professeurs Albert Jacquard, Gérard Lyon-Caen, Henri Desoille, Pierre Wertheimer, Edgar Morin, Jean Suret-Canales.

### le meeting

Au milieu de l'après-midi du dimanche, en présence des délégués d'organisations et des personnalités, le spectacle a fait place pour une demi-heure aux interventions de trois représentants de la direction du mrap:

■ Albert Lévy, secrétaire général, a salué l'assistance et les invités, lu les messages reçus et remercié tous ceux, militants, artistes, journalistes, qui ont contribué au retentissement du 30<sup>e</sup> anniversaire du mrap et au succès de la fête.

■ Pierre Paraf, président du mrap, a évoqué les 30 ans d'existence et de luttes du Mouvement, les grandes dates de son action et de ses réalisations en insistant sur la Loi du 1<sup>er</sup> juillet 1972.

■ M<sup>e</sup> George Pau-Langevin, vice-présidente, après avoir souligné les tâches actuelles contre la montée du néo-nazisme et de l'antisémitisme, pour la défense des droits des immigrés et contre l'apartheid, a appelé les antiracistes à adhérer massivement au mrap et à prendre part à son action, si nécessaire aujourd'hui.

La foule, réunie dans le chapiteau, où se trouvaient de très nombreux jeunes, a chaleureusement applaudi ces interventions.



Pause pour Albert Lévy et Claude Villers: au centre des discussions: la fête

### le mrap dans le monde

C'est avec beaucoup d'émotion que le mrap a reçu le télégramme de sympathie de M. Kurt Waldheim, secrétaire général de l'O.N.U.

Pendant toute la fête était présent Thami Sindelo, représentant l'African National Congress, le mouvement de libération de l'Afrique du Sud. La SWAPO, mouvement de libération de la Namibie, et la ZAPU, mouvement de libération du Zimbabwe, avaient envoyé des messages.

D'autres messages avaient été adressés au mrap par: le Conseil Œcuménique des Eglises; le SANROC, comité olympique non raciale d'Afrique du Sud; les mouvements anti-apartheid de Grande-Bretagne et de République Fédérale Allemande; trois organisations de Belgique: le Mouvement contre le racisme, l'antisémitisme et la xénophobie (MRAX), la Ligue Belge pour la défense des droits de l'homme, l'AKZA (comité d'action pour l'Afrique australe); la Fondation Anne Frank, d'Amsterdam; le Conseil Travailleur Ecossais pour les Migrants; le Mouvement italien MOSLIV (pour la libération et le développement); la Commission Fédérale suisse Consultative pour le problème des étrangers; le mouvement néo-zélandais H.A.L.T. (contre les échanges sportifs avec l'Afrique du Sud); le mouvement indien Tupac Katari, de Bolivie; la Ligue Internationale des Femmes pour la Paix et la Liberté; Mme Edith Ballantyne, présidente de la Conférence des Organisations Non Gouvernementales auprès de l'ONU; M. Beaulne, président de la Commission des Droits de l'Homme de l'O.N.U.; M. Leslie O. Hariman, président du Comité Spécial de l'O.N.U. contre l'apartheid qui, dans sa lettre, informe que ce comité, à sa 414<sup>e</sup> session, « a exprimé sa haute appréciation des activités du mrap qui ont conduit à l'annulation de la tournée de l'équipe de rugby du Transvaal en France ».

### carnet nos deuils

■ Nous avons appris avec beaucoup de tristesse le décès, à 79 ans, de Hubert Deschamps, membre du Comité d'Honneur du mrap, et pendant plusieurs années membre du Bureau national.

Parmi ses nombreux ouvrages, celui qu'il consacra à la traite des Noirs est une contribution particulièrement importante à la cause que nous défendons. Jusqu'à ces derniers temps, Hubert Deschamps, qui poursuivait activement ses travaux de recherche et de création, a participé à la vie de notre Mouvement. Ceux qui l'ont connu se souviendront de son amitié toujours attentive, de son scepticisme souriant allié à une foi réaliste dans le combat pour la justice et la fraternité humaine. Nous présentons à sa famille nos sincères condoléances.

■ Nous avons la douleur d'annoncer la mort de l'un des fondateurs du mrap, Jacques Silberzan, membre du Conseil National du Mouvement depuis de nombreuses années. Agé de 79 ans, Jacques Silberzan, président de la société mutualiste Fraternelle Israélite de Paris, jouissait de l'estime générale en raison de son esprit de justice, de sa tolérance et de son ferme attachement aux principes que défend le mrap, dont il fut un militant actif jusqu'à ses derniers moments.

Albert Lévy, secrétaire général du mrap, a prononcé une allocution à ses obsèques, le 30 mai, au cimetière parisien de Bagneux. Nous exprimons à son fils, le Dr Roger Silberzan, à sa belle-fille, à ses deux petits-fils, notre profonde sympathie.

■ En la personne de Pierre Viansson-Ponte, éditorialiste du « Monde », c'est un très grand journaliste qui vient de disparaître. Dans la lettre de condoléances adressée au directeur du « Monde », Albert Lévy souligne l'immense talent qui fut le sien, la haute conception qu'il avait de sa profession, son attachement aux plus nobles valeurs humaines.

# Le clin d'oeil <sup>de</sup> saladin

